

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haiti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.net
Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXII, No. 58 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 17-24 octobre, 2012

« CIVIS PACEM PARA BELLUM »

La Minustha augmente ses patrouilles dans l'aire de la capitale

(Jean Colinet
Levaillant
Collaboration
spéciale)

La menace imminente de débordements populaires, conséquemment à l'insatisfaction générée par le régime Martelly/Lamothe, aura atteint ses répercussions dans les forces des Nations Unies (MINUSTHA), qui occupent le pays depuis 2004. Même si diverses organisations politico-sociales réclament continuellement leur départ du territoire national, la présence de telles forces s'avère nécessaire, pour plus d'un, au moment de périls appréhendés ou de menaces flagrantes à l'intégrité des citoyens, telles que constatées actuellement. Ces dernières semaines ont vu des manifestations de plus en plus nombreuses atteindre les régions les plus reculées pour réclamer le départ du pouvoir de Michel Martelly avec son équipe, tous jugés incapables de répondre aux desiderata du peuple haïtien.

En effet, cette menace de débordement qui plane sur le pays tout entier connaît ses effets les plus dévastateurs à la capitale et dans sa région périphérique, sans toutefois minimiser ses tentacules dans les autres grandes villes telles le Cap-Haïtien, Gonaïves, Les Cayes, Saint-Marc, Petit-Goâve et Miragoâne, pour ne citer que celles-là.

Port-au-Prince, qui reste le centre névralgique du pouvoir, là où se concentrent principalement



Lors de la visite de l'ex-général Avril par le président Martelly chez, Claudia S.R. Champagne (au centre) et le président Martelly (à gauche) et M. Avril.

les activités économiques, politiques et voire diplomatiques, demeure une préoccupation constante des forces de sécurité, selon des sources proches de milieux policiers. On y a donc vu

une augmentation substantielle des patrouilles de forces de l'ONU. Le gonflement de telles forces est d'autant plus manifeste que, ces derniers jours, les hélicoptères onusiens font leurs repérages sectoriels de manière accrue, notamment dans les zones de non-droit. Rien que la semaine dernière, ont été reporté près de 30 cas d'agressions ou d'assassinats dans la région métropolitaine. Le centre-ville se convertit en *no-man's land* des 6 h P.M., sans que les forces de l'ordre n'arrivent à maîtriser la situation.

Il n'en demeure pas moins

Suite en page 2

LE CAP-HAÏTIEN EST-IL PRÊT À DONNER LE SIGNAL ?

Les activistes ambitionnent de décréter la permanence prochainement

« Se nou k'ap kwit manje nou,
se nou ki pou drese l' »...



Dimanche dernier, des manifestants proches du Palais présidentiel j2

Par Nèné Wiseman

L'absence du président haïtien du pays n'a pu provoquer une trêve chez les manifestants anti-Mar-

telly qui ont organisé une descente dans la rue, le vendredi 12 octobre, annoncé une autre pour

Suite en page 3

LA TÉLÉCO VICTIME DE LA CORRUPTION INTERNATIONALE

La Global Voice et alliés dans l'échec de la compagnie d'État (Suite)

(ENQUÊTE)

Par Léo Joseph
L'enquête menée par Haïti-

Observateur (et qui est toujours en cours) sur les causes de la déchéance de la Téléco et le rôle joué par la firme

Global Voice Group (GVG), comme on a commencé à le

Suite en page 5

« CIVIS PACEM PARA BELLUM »

La Minustha augmente ses patrouilles dans l'aire de la capitale

Suite de la page 1

membres attirés de la police.

La triple face de l'insécurité

Si pour le commun des mortels le phénomène de l'insécurité reste l'apanage des gangs violents, qui transgressent l'ordre public, celui-ci prend une toute autre signification à son analyse contextuelle. Le retour en force de l'ex-ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, face à la décadence consacrée du titulaire de la Primature, Laurent Lamothe, met du vent dans les voiles de certaines bases des quartiers dits populaires. Il n'a fallu qu'une apparition fortuite, ou calculée, de celui-là aux côtés du chef pour que l'armée souffrante des courtisans se jette à ses pieds. Le resserrement des reins que Laurent Salvador Lamothe n'a pu accomplir autour de sa personne s'est concrétisé automatiquement avec l'ainé des frères Mayard-

Paul, malgré ses péchés, les accusations et surtout les non-dits sur son passage au puissant ministère de l'Intérieur et de la Défense nationale.

Une quantité non chiffrée de tracts est tombée à la capitale, dans l'après-midi du lundi 15 octobre dernier. Ces papiers, distribués à des fins de propagande, dénoncent la gestion du Premier ministre Laurent Lamothe et réclament son éviction des cercles du pouvoir. Il n'en fallait pas plus pour que l'on mette au compte de Thierry Mayard-Paul, bénéficiaire de la distribution clandestine dans la population, cette nouvelle pelure de bananes glissée sous les pieds déjà défaillants de son ennemi. Du même coup, le Premier ministre, qui apprit la nouvelle alors qu'il participait à une réunion, changea aussitôt de visage, nous a-t-on annoncé. Atteint de *présidentite* au dernier degré, nul ne connaît le genre de mesures qu'il prendra afin de mettre au pas

son rival. Sans vouloir se faire l'avocat du diable, il se répète, à cors et à cri, que chacun des belligérants aurait ses « *petits gangs sur quatre et deux roues* ». Ce serait pour ne pas les identifier que des automobiles à vitres teintées ont été mises à leur disposition.

Sofia Saint-Rémy, prête à tout pour sauver son mariage

D'autre part, une troisième brèche conditionne l'insécurité de manière tout aussi bien flagrante. Il s'agit de la rivalité latente au sein du triumvirat Sofia/Michel/Claudia. Le président, qui a toujours été populaire auprès des femmes, a l'habitude d'« *aimer* » toutes les femmes. Ceux qui le connaissent savent de quoi ils parlent car, au Palais national, Michel Martelly est pris en sandwich entre deux femmes. Les deux amours de sa vie, dit-on en coulisse. Dans un premier temps, il avait réussi à imposer Claudia Saint-Rémy Champagne, sa

belle-sœur, à son secrétariat privé du Palais national pour, ensuite, la répudier, d'ordre de la première dame Sofia Saint-Rémy, qui aurait toutefois accepté que sa sœur prenne l'intendance du Palais national, flanquée d'un intendant-trésorier, l'ex-chanteur du Tabou Combo, Albert Chancy. Mais voilà que le scandale gagne les murs de Pétion-Ville depuis près d'une semaine. Des propos d'une méchanceté hors de l'ordinaire y sont affichés. On dénonce avec vigueur les liens hors mariage du président avec sa belle-sœur.

Selon une source du Palais national, Claudia, qui a été le premier choix de Michel dans la cour des Saint-Rémy, aurait un appui de taille en la personne de Roro Nelson, que la première dame surnomme ouvertement : *ma matelotte* (du créole : ma rivale). Celui-ci, qui passe pour être le chef des « *Services secrets haïtiens* » est un naturalisé Américain parmi

les hommes les plus puissants du régime Martelly/Lamothe. Il *contrôlerait* la rue, nous a-t-on fait savoir, pour son soutien à *alimenter* des groupuscules violents des bas-fonds de la capitale. Il est le seul à avoir la confiance absolue de son compagnon de beuverie depuis plus d'une vingtaine d'années. Son action en faveur de Claudia Saint-Rémy jetterait sur la défensive une Sofia Saint-Rémy désemparée, prête à tout pour sauver son mariage. Un avis que partagent les milieux intéressés à la paix publique et qui redoutent en même temps la menace d'instabilité élargie que peut générer la jalousie couvée par l'homme le plus puissant du pays, le président Michel Joseph Martelly. D'autant qu'aux yeux de Sofia, cette affaire de couchette doit primer sur les intérêts supérieurs de la nation, alors que son mari de président refuserait de couper la poire en deux.

Frantz
Photo & Video Studio
Phone: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bklyn Union & Park Ave.)
FRANTZSTUDIO.COM

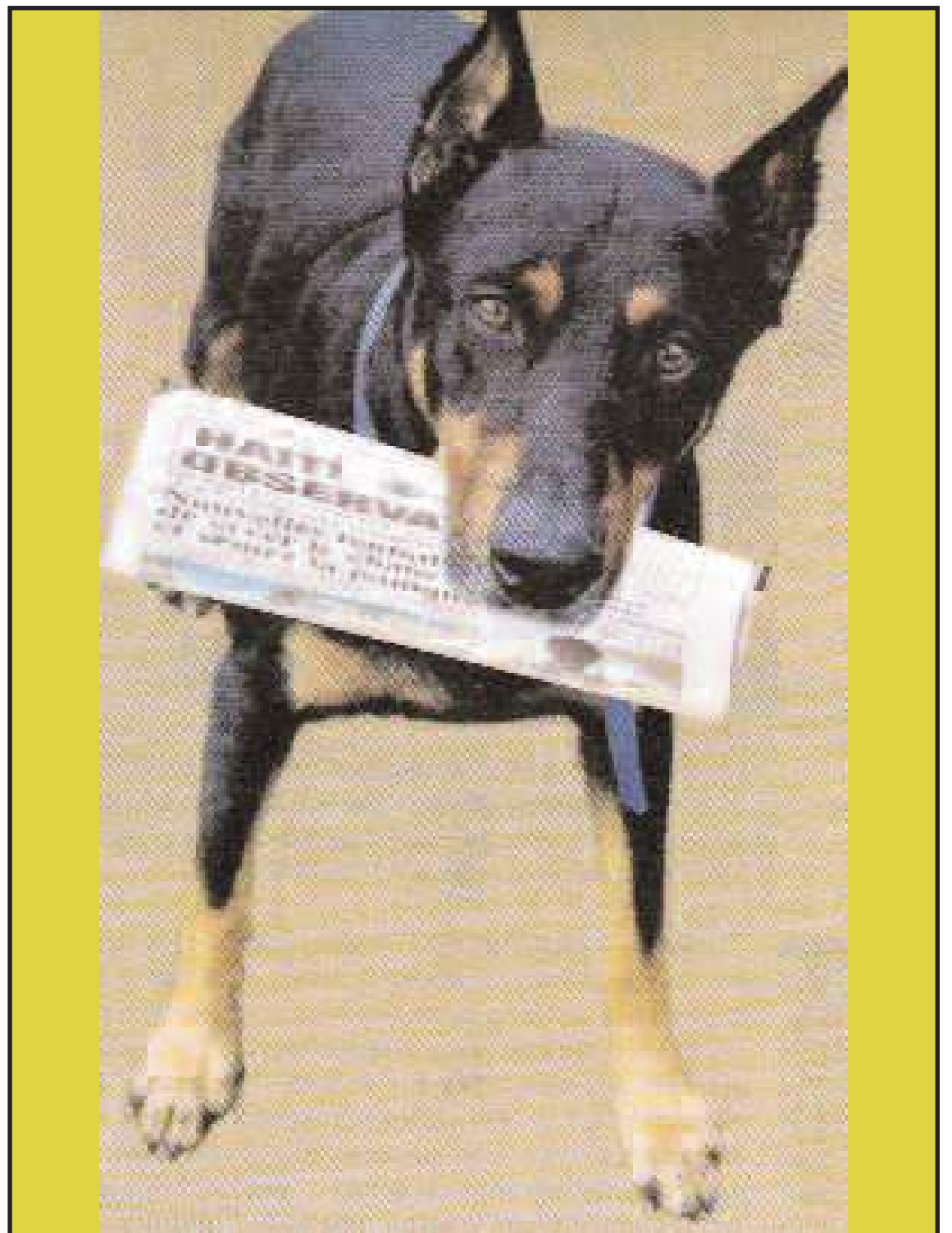


Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



Take Out & Catering
We serve
a
delightful array of dishes for
**Breakfast, Lunch and
Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. &
234th St.) Phone: 718-341-8566



MARC'S RECORD SHOP

ANNONCE

PIYAY TÈT KALE POU FINIANE A! GRANDE LIQUIDATION DE FIN D'ANNÉE! MEGA SALE TO END THE YEAR!

À partir du jeudi 17 novembre 2011 à 10h du matin
Tous les CDs distribués par Marc's Record










Septentrional, Tropicana, George Clooney, Roger Cukley, Ambassadeur,
Shak Nakh, pour ne citer que ceux là à 99\$, 1 pour 11 00\$, 67 2 pour 19 cents et plus, I.E.
1296 2 titres, tous les autres 6.49, Jay-Z, T-Vice, Subotic, Carlin, Daboul, Kool Molo,
Toussaint, Syntex Bont, Tuba Coulo, Black Parents, Down Count, Frères Deyan,
Sweet Macky, Wilbert Sarr, Nodine, Religieux Nafate.
6.99 2 titres à 3 pour 10 00\$.

TOUS NOS CDs SONT DE L'ÉDITION ORIGINALE !

MARC'S RECORD SHOP

1020 Rutland RD, Brooklyn New York 11212
(entre East 94th Street et East 95th Street)
Tél: (718) 953-2928 ou (718) 773-9267

Pas de réponse, laissez un message
La même adresse, la même magasin depuis plus de 40 ans.
Durant la période de liquidation, notre magasin reste
ouvert de 10 heures, à 7 h.p.m.

Tous les DJ's, Zouk, Caramé, Laila Chén, Soukous, etc. à 99 \$ l'unité.

JOYEUSES FÊTES À TOUS ?

RELIGION ET SOCIÉTÉ

« *Qu'ainsi disent les rachetés de l'Éternel* ». (Psaume 107: 2)

Frères et sœurs en Christ,

Durant un séjour de cinq ans en Haïti, nous avons observé que le monde entier s'y était donné rendez-vous. Blancs des Amériques, Hindous, Chinois, Africains, Latino, Arabes, et consorts, jouissaient de la pluie chaude et du beau temps, dans ce pays. Autre constat : toutes les cultures, désormais, sont nôtres; c'est-à-dire nous ne sommes plus les Haïtiens d'autrefois. Dans un second temps, la religion et les églises. Beaucoup d'églises; probablement grosse somme d'argent a été investi en sus dans cette mascarade de protection des citoyens et intérêts des étrangers du pays. On dirait qu'Haïti est le lieu idéal pour une troisième guerre mondiale des dieux contre notre Dieu, l'Unique. Toujours des houmforts à gauche et des églises, surtout protestantes, à droite. Les églises catholiques, moribondes, toujours à la même place.

Depuis lors, nous vaquons à nos occupations au Québec sans se lasser d'observer, de demander, et de nous préoccuper de ce petit pays qui est nôtre. L'Angleterre est une île. Haïti, de même.

Et voilà, pour la seconde fois, on exige notre expertise. Et cette fois-ci, en tant que recteur d'une université.

L'une de nos exigences est de ne pas oublier Dieu dans cette grande entreprise et aventure humaine qu'est la mise en place d'une université; et voilà la réponse d'un des plus brillants professeurs de cette boîte privilégiée (à lire ci-dessous).

Mon Cher Dr Nelson,

C'est bien que vous avez pensé à un tel cours. Ce problème a été posé entre les collègues qui ont initié le projet. Nous nous étions convenus que l'on va donner à l'université la même orientation laïque que toutes les grandes universités des pays du Nord. C'est vrai que l'éducation chrétienne n'a rien à voir avec la religion. Mais dans un pays où le vodou préoccupe le mental d'une bonne partie de la population, intellec-

tuels et analphabètes, où la religion musulmane s'intensifie, où l'athéisme bat son plein, où les dieux sont vraiment pluriels, par souci d'universalisme et d'objectivité, il serait mieux que l'on parle de cours d'éducation à la citoyenneté, comme cours de base obligatoire pour éviter sous une forme quelconque de déchirements. Ce pays est déjà une des grandes victimes de religions, il serait prudent de ne pas insérer l'enseignement d'un Dieu. A chacun sa foi. En toute liberté. Par contre, on a pensé à initier un cours sur l'histoire de la religion en Sciences politiques. Un débat ouvert qui nous exige beaucoup de prudence en Haïti.

**Cordialement,
Dugé.**

Que faire de ce pays sinon l'abandonner à la violence et aux démons ! Mais non, ce serait « baisser » les bras, et l'Esprit s'attristera. Car Dieu nous a confiés la proclamation de la Parole, et nous devons être parmi les plus prévenants envers les autres. Quelle grande leçon que de bâtir dans un désert ou de prêcher ailleurs loin des siens. Chrétiens, parlons aux autres de Celui que nous avons trouvé, et le Seigneur nous bénira ! L'homme de Dieu, qui proclame la Bonne Nouvelle, ne fait que du bien à sa communauté ou à son pays; et s'il ne la communique pas à d'autres, c'est un affront fait à Dieu qui a tant besoin d'âmes assoiffées.

Que le Seigneur renouvelle notre appui au quotidien, et qu'Il nous garde !

JN de l'AQUARIUM
Frère bien-aimé de JC
Président local de la Mission nazaréenne internationale (MNI);
Directeur d'évangélisation

L'AQUARIUM - Première Église du Nazaréen de Laval
58, Boul. Cartier-Ouest, Laval, Qc, H7N 2N5
www.aquariumlaval.netau.net



BOTANICA OFÉBALINDJO

- * AMOUR
- * CHANCE
- * INITIATION
- * SEMINAIRE
- * TRAVAIL
- * PROMOTION
- * MARIAGE
- * SUCCÈS
- * GUÉRISON
- * MALCHANCE
- * BAIN ETC.

MAGASIN

3545, rue Monselet, Montréal Nord, Qc.
Tel. : (514) 321-6434 - (514) 662-4791
centrevodouinaire.com

AVIS DE JUSTICE

Port-au-Prince, le 06/09/2012

Extrait des minutes du Greffe
Du Tribunal Spécial du Travail du Jugement
En date du Mardi 5 Juin 2012, en faveur de
M. Dieuné Bazelaire

Au nom de la République

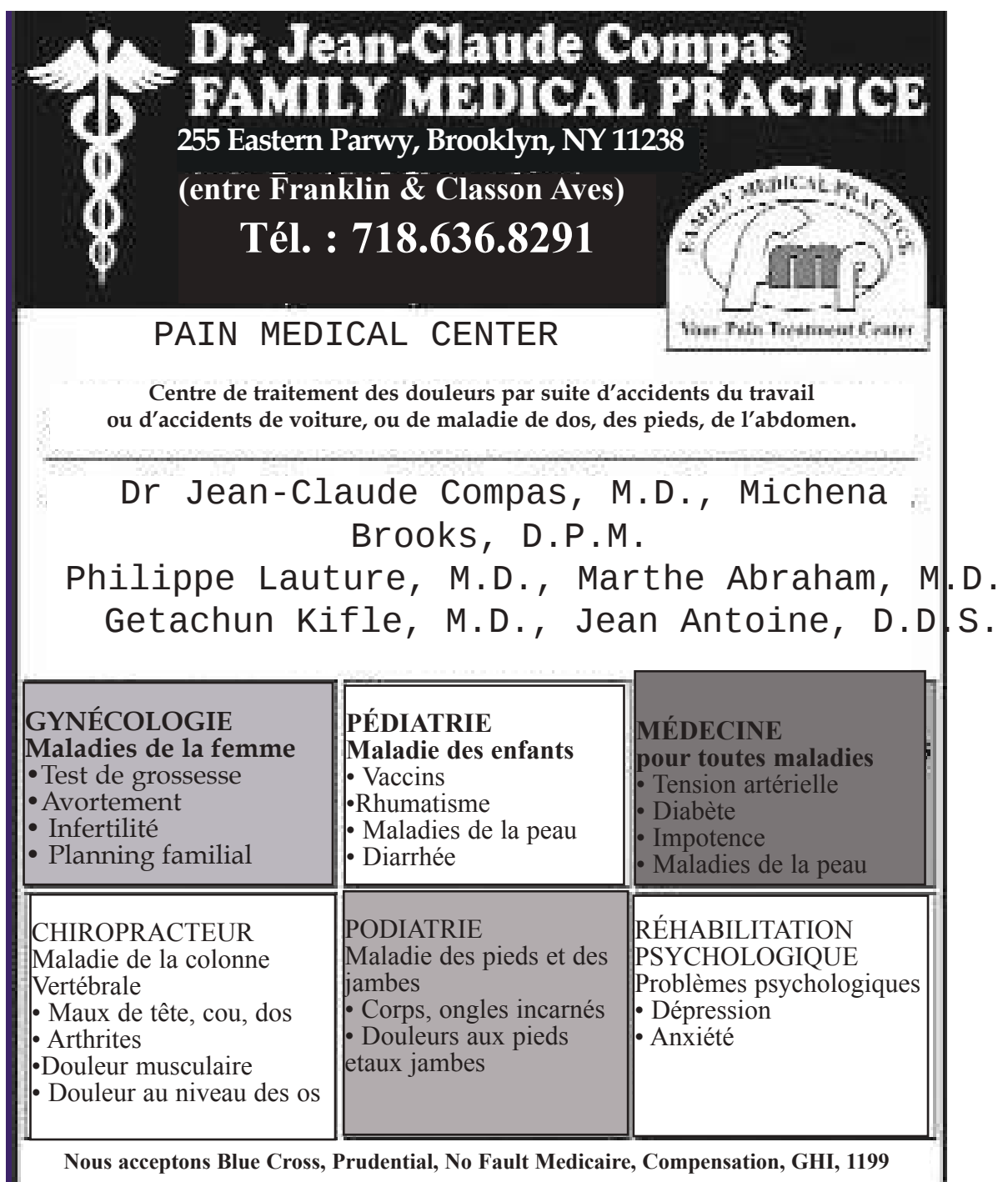
Par ces causes et motifs- Le Tribunal, sur le réquisitoire du Ministère Public, accueille favorablement l'action intentée par le plaignant pour être juste et fondée, condamne Auto-Deal à des prestations légales incluant le préavis, soit cent cinq mille sept cent cinquante gourdes (105 750) gourdes, ainsi qu'à des dommages-intérêts équivalents à cinq mois de salaire, soit soixante quinze mille gourdes (75 000) gourdes au profit du dit plaignant, accorde l'exécution provisoire sans caution, sur minute, avec provisions sur les prestations légales, condamne encore Auto-Deal à mille (1000) gourdes d'amende ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance, commet l'huissier Elisée Luckson du Tribunal Spécial du Travail pour les suites.

Donné de nous, Juge Jean Germain, en l'audience publique du mardi 5 juin 2012, en présence de Me. Mario Laguerre, Substitut du Commissaire du Gouvernement avec l'assistance de Nadège Duval, Greffière du siège.

Il est ordonné à tous huissiers, sur qui requis, de mettre le présent jugement à exécution aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous les commandants et autres officiers de l'ordre public d'y prêter main forte lorsqu'ils sont légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent Jugement est signée du Juge Jean Germain et de la Greffière Nadège Duval.

Première expédition conforme
Collationnée
Nadège Duval Greffière



Dr. Jean-Claude Compas
FAMILY MEDICAL PRACTICE
255 Eastern Parwy, Brooklyn, NY 11238
(entre Franklin & Classon Aves)
Tél. : 718.636.8291

PAIN MEDICAL CENTER
Centre de traitement des douleurs par suite d'accidents du travail
ou d'accidents de voiture, ou de maladie de dos, des pieds, de l'abdomen.

Dr Jean-Claude Compas, M.D., Michena Brooks, D.P.M.
Philippe Lauture, M.D., Marthe Abraham, M.D.
Getachun Kifle, M.D., Jean Antoine, D.D.S.

GYNÉCOLOGIE Maladies de la femme • Test de grossesse • Avortement • Infertilité • Planning familial	PÉDIATRIE Maladie des enfants • Vaccins • Rhumatisme • Maladies de la peau • Diarrhée	MÉDECINE pour toutes maladies • Tension artérielle • Diabète • Impotence • Maladies de la peau
CHIROPRACTEUR Maladie de la colonne Vertébrale • Maux de tête, cou, dos • Arthrites • Douleur musculaire • Douleur au niveau des os	PODIATRIE Maladie des pieds et des jambes • Corps, ongles incarnés • Douleurs aux pieds et aux jambes	RÉHABILITATION PSYCHOLOGIQUE Problèmes psychologiques • Dépression • Anxiété

Nous acceptons Blue Cross, Prudential, No Fault Medicaire, Compensation, GHI, 1199

Diplomatie à la dérive

L'article de Herns Mesamours, «*Le gouvernement de Lamothe : deux chapeaux sur une tête vide ou le calvaire d'Haïti* », paru dans tout Haïti le 5 octobre courant, porte à constater la triste dérive de l'actuelle diplomatie haïtienne.

En effet, cette « *diplomatie d'affaires...* », qui promettait monts et merveilles, n'a toujours trouvé ni cap, ni capitaine. Parmi les innombrables bévues de nos récents diplomates propulsés, on ne sait comment, sur l'exigeante et délicate scène internationale, le discours prononcé le 2 octobre dernier à la résidence de l'ambassadeur d'Allemagne à Pétion-Ville par notre ministre des Affaires étrangères à l'occasion des célébrations de la réunification de l'Allemagne est symptomatique de cette dérive. Monsieur Casimir a eu à faire l'éloge du président de la République fédérale d'Allemagne, Monsieur Christian Wulff.

Or, à la suite d'un scandale hautement médiatisé, M. Wulff démissionnait de ses fonctions en janvier 2012. Il a été remplacé par Joachim Gauck le 18 mai suivant, au premier tour du scrutin, avec 80 % des voix.

Malgré l'aide substantielle accordée par l'Allemagne à Haïti après le séisme de janvier 2010, le commun des mortels n'est pas tenu de connaître les subtilités de la politique allemande. Notre ministre des Affaires étrangères n'est, quant à lui, nullement tenu de suivre l'agenda politique de toutes les nations. Cependant, à un moment où l'économie allemande paraît gouverner les destinées de l'Europe, que Mme Angela Merkel est désignée la femme la plus puissante du monde et que

son pays est un acteur essentiel à l'équilibre de la planète, certaines questions se posent. L'ambassade d'Haïti à Berlin fait-elle un suivi régulier des rapports diplomatiques de base à Port-au-Prince ? Existe-t-il à notre chancellerie des fonctionnaires en charge de l'Europe veillant à la révision des discours de notre Premier chancelier, dans le but de nous éviter certaines gênes au niveau international ?

N'est pas diplomate qui le veut, et en diplomatie, l'improvisation, les générations spontanées n'ont jamais existé. Les diplomates latino-américains, tout comme ceux des pays d'Afrique et du Commonwealth, ont été, souvent malgré eux, formés par les puissances coloniales. Contrairement à l'opinion de certains esprits chagrins, la diplomatie haïtienne n'a pas toujours été une sinécure, une prime à la paresse pour partisans zélés, une cage dorée pour adversaires politiques gênants. Malgré notre faible structure économique et les aléas de nos politiques internes, nos diplomates ont pour la plupart, et Dieu seul sait par quels sacrifices et don de soi, porté haut l'idéal haïtien au-delà de nos frontières.

Haïti ne peut et ne doit pas continuer sa dérive sur la scène internationale. Nous ne pouvons pas, malgré le désir de quelques démagogues improvisés bannissant l'histoire, faire de l'économie de prestige, après avoir été représenté par des diplomates de la trempe de Jean Price Mars et Emile St-Lot.

Marie Thérèse Désinor

NOTE DE PRESSE

Le Directoire de l'Opposition haïtienne à l'extérieur salue et apporte son soutien inconditionnel à l'initiative de la Société civile du Nord d'inviter toutes les forces vives de la nation, du 15 au 17 octobre 2012, au Cap-Haïtien à s'asseoir autour d'une table pour le «*Symposium de l'Opposition* » qui a pour mission de produire un cahier de revendications en vue de l'amélioration de la condition de vie des citoyens et de formuler des propositions adaptées à la situation alarmante que vit actuellement la nation.

Cette noble et poignante initiative, qui vise à renforcer les stratégies afin de freiner le gouvernement Martelly/Lamothe dans ses dérives, sera entérinée par les forces haïtiennes concernées et organisées à l'étranger en tenant aussi, les 17 et 18 octobre 2012, en Floride leur «*Symposium de l'Opposition* ». Les leaders, activistes et militants de partout assumeront leurs responsabilités face à la nation par leur présence, car il faut non seulement avoir une claire conscience de la gravité de la situation d'un pays en détresse, mais assurer aussi la participation réelle et effective de tout un chacun à la construction d'une Haïti régénérée.

Comptant sur la participation du plus grand nombre à ce Symposium, le Directoire de l'opposition haïtienne à l'étranger salue le peuple haïtien disséminé à travers le monde au nom de la patrie commune : Haïti.

Vive une Haïti libre et souveraine !

Pour le Directoire :

Olicier Pieriche, Floride; Jose J. Davilmar, Floride; Herns Mesamours, Chicago; Jean-Rony Monestime, New-Jersey; Puttley A. Pierre, New York.

Pour information : (754) 779-2591

Émise en Floride, U.S.A. le 15 octobre 2012.

LA TÉLÉCO VICTIME DE LA CORRUPTION INTERNATIONALE

La Global Voice et alliés dans l'échec de la compagnie d'État (Suite)

Suite de la page 1

voir, nous a conduit sur le continent africain considéré comme « *terrain d'essai* » de Laurent Salvador Lamothe. Car la manière dont ce dernier y a conduit les affaires avec les États africains sera répétée textuellement en Haïti. Bien que la compagnie de téléphonie nationale d'Haïti soit victime des mauvais agissements de Lamothe, de ses alliés et associés, nous allons séjourner encore loin du pays afin d'exposer, dans toutes ses dimensions, le vaste complot monté contre ces États avec la complicité des autorités de ces pays, au détriment des peuples africains, des fonctionnaires et ouvriers des sociétés de téléphonie publiques. Sans négliger les consommateurs, principales victimes des tarifs imposés par les opérateurs étrangers en mal de récupérer le manque à gagner occasionné par les augmentations suscitées par l'implantation de cette compagnie prédatrice.

Dans la précédente édition (7-15 octobre 2012) a été révélé comment la Global Voice Group avait réussi à arracher un contrat de la République du Rwanda, à la barbe d'une société rivale dont l'offre a été rejetée au profit de la compagnie de Laurent Lamothe, bien que le coût du contrat proposé par la firme rivale, la N-Soft, soit deux fois moins élevé que celui de M. Lamothe.

La demande d'information repoussée par l'autorité compétente du Rwanda

Dans le cadre de l'enquête sur les activités de la Global Voice Group en Afrique et le processus selon lequel les contrats sont attribués par le Rwanda, une demande d'information a été faite auprès du major François Régis Gatarayiha, directeur général du «*Rwanda Utilities Regulatory Agency (RURA)* ». Dans le courrier électronique adressé au militaire rwandais par l'auteur, via e-mail, a été posée la question lui demandant de préciser les motifs ayant porté l'institution qu'il dirige à « *privilégier* » la soumission de la Globale Voice, bien que le coût de celle-ci soit plus de deux fois supérieur à celui de la N-Soft, une compagnie basée à Paris, en France.

Dans sa réponse expédiée également à l'adresse électronique d'*H-O*, le bon major a piqué une colère, déclarant que le coût d'un contrat n'était pas l'unique facteur pris en considération dans le processus du passage de marché. De surcroît, il a accusé son correspondant de « *porter jugement* » injustement contre la décision de la RURA. Repoussant sans autre forme de procès cette demande d'information, François Régis Gatarayiha a comme claqué violemment la porte en concluant : « *De toute manière, je n'ai point de compte à vous*

rendre ».

Sans désespérer, Léo Joseph a adressé une réplique au major peu accommodant — et pour cause — qu'il n'avait aucune intention de « *porter jugement* », dans un sens ou dans l'autre, et qu'il était ouvert aux explications qu'il avait souhaité obtenir. L'auteur a exprimé le regret que le directeur général de la RURA ait ainsi pris la mouche.

Léo Joseph mène cette enquête en collaboration avec des partenaires journalistes de média plus puissants qu'*Haïti-Observateur*. Selon le proto-

cole d'accord en vigueur entre *H-O* et les collègues de ces organisations, les informations recueillies dans le cadre de l'enquête sont partagées librement et sans égoïsme. Cela signifierait que François Régis Gatarayiha est loin d'être au bout de ses tourments avec les journalistes fouineurs.

Qu'il soit dit, en passant, qu'en dépit de son impolitesse, le major rwandais ne s'est pas ravalé au niveau de Laurent Lamothe, qui a tout bonnement ignoré la demande d'explication sollicitées, enco-

Suite en page 15

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

AVIS AUX LECTEURS

Il est porté à la connaissance des lecteurs d'*Haïti-Observateur* que le coût aux kiosques du journal, dans la zone métropolitaine (New York et ses cinq boroughs, New Jersey et Connecticut) reste inchangé, c'est-à-dire 1 \$ (un dollar) la copie. Aucune décision concernant une hausse du prix n'a été prise ni annoncée. Les distributeurs dans les régions signalées qui exigent 1,50 \$ la copie n'ont aucune base légale pour changer le prix du journal. Par conséquent, les lecteurs sont avisés qu'ils ne sont pas obligés de payer plus d'un dollar pour la copie. En cas de conflit avec des distributeurs récalcitrants, ils s'aviseront d'obtenir leur copie à d'autres kiosques où le protocole établi est strictement observé.

La Direction.

DORLETTE BROKERAGE Financial Services, Inc.

**Auto & Homeowners Insurance
And All Types of Coverage
Income Tax, Accounting...**

Jean-Robert Dorlette
Financier, Economist and Notary Public



"Find Us in Here!"

**ATTENTION
TO ALL CAB
DRIVERS!**

We carry
American Transit
and Reliance
Insurances

"Your Business is
100% Guaranteed"

2460 Bedford Avenue • Brooklyn, NY 11226
Tel. (718) 856-8183; (718) 856-7070 • Fax (718) 940-9380

Kreyòl

Veye lavalasyen yo ! Veye yo toupatou Twòp divizyon nan sen pitit peyi Dayiti No. 2 (Swit e fen)

Konektikèt-Nouyòk

Semenn pase nou pat gen chans pou n te jwenn espas nou te genyen an pandan plizyè semenn, paske te gen anpil moun ki vle bay opinyon yo tiy sou sitiyasyon makawon nan peyi Dayiti. Pa gen pwoblèm ditou paske tout moun dwe jwenn yon kiyè nan bon soup sa a ke jounal la pibliye chak semenn pou tout pitit peyi a kapab konnen sa k ap pase.

Djakout nou toujou chaje e nou gen anpil enfòmasyon ak opinyon ke nou anrejistre pou ou pandan ti vwayaj nou. Tout detay yo ap pibliye semenn pwochen jan nou te pran yo. Se pa fèt nou si gen moun ki rayi nou pou travay sa a nou kreye tan pou n fè li avèk lanmou pou peyi Dayiti ak konpatiyòt nou. Nou gen yon misyon espesyal pou n ranpli san okenn pretansyon paske nou ta renmen wè yon amelyorasyon nan peyi nou. Nan chire pit sa a ki simaye nan nannan peyi a, nou rete kwè ke anpil nan frè ak sè nou yo ta renmen yon okipasyon dirèk pou Ayiti rete nèt ti-moun peyi etranje paske nou pa kwè nan sa ki rele « *linyon fè lafòs* ». Nou prefere viv nan divizyon ak nan chen manje chen ki reyèlman pa janm regle anyen pou nou. Si nou menm Ayisyen te bezwen yon amelyorasyon se pa nan sans sa a nou ta ale, paske se pa jodi a nou nan sitiyasyon malouk sa a e nou refize travay pou nou soti ladann. Nou rete ap fè kwè nou se premye nasyon nèg ki pran libète l, men nou pa janm rive bay viktwa zansèt nou yo jarèt pou nou pwouve lemond antye nou konnen sa n vle. Tout peyi mete deyè yo divizyon pou travay pou fè valè peyi yo paske yo konnen ke se nan linyon pou yo rive fè bon jan pwogrès. Nou gen dwa gen diferan chwa nan domèn politik men enterè nou pa dwe lòt bagay ke ede peyi nou. Sa ki move lakay nou se emosyon nou genyen ki mete nou tout nan konfizyon. Jodi a tout moun panche sou yon kesyon manifestasyon, demen se yon lòt estrateji ki

pral devye yo. Nou nan yon dans vire n 2 bò ki p'ap janm regle anyen pou nou, paske pa gen anyen serye k'ap regle nan sen nou. « *Depi ki tan mouvman sa yo te konn jete gouvènman ?* », dapre sa anpil moun ap di. Lavalas yo vin avèk yon kesyon lavi chè. Poutan yo pase 25 kan sou pouvwa a pat janm gen okenn chanjman. Yo bezwen kapote nouvo gouvènman an nan yon estrateji chimè ki definitivman p'ap konkretize anyen serye. Se pa mòd tip de chanjman sa ke pèp la vle paske banne kip sa pa gen anyen serye l ap regle. Si estrateji sa te konn jete gouvènman, anpil nan yo ta tonbe. Pèp ayisyen pa antre nan lojik sa a, paske l p'ap travay. Nou pa vle rantre nan twòp detay, n'ap kontinye avèk dyalog konpatiyòt yo.

Sizi : Ou pa manti, li ekri nwa sou blan. Dayè, ou pa ta gen enterè pou bay manti paske y'ap dekouvri w kanmenm. Mesye yo te frappe nèg la fò. Li pat demerite. Moun sa yo se asasen, move ganeman.

Kantav : Yo gen pou yo tout rete nan wòl yo. Atansyon, Sizi, mwen kwè mesye *Ayiti-Observatè* yo konnen ke Lavalas la ap fofile kò l pou antre nan jounal la pou yo fè chita yo. Mezamou se youn lavalasyen terib k'ap pran pòz li kont Michèl epi se kabann li l'ap ranje. Si pou Mezamou ekri nan jounal la fòk li mande ensèsyon rekiz e non pa jan li vle antre a. Li pran pòz ekri kont Mateli pou l fè elòj Jan-Bètran Aristid. Jounal *Ayiti-Observatè* pase twòp mizè anba Lavalas pou jodi a se lavalasyen yo k'ap pwofite pran gabèl. Mwen te rele jounal la aprè midi a, li nan te fòul ak mesaj, m'ap retounen rele pou m di mesye yo fè atansyon kòm mwen konnen yo se vye rat, yo konn tout twou. Ens Mezamou pa fouti fè yo pè. Mwen regrèt, mwen pa konn Boko sa a pou m ta lage l nan deyè m'sye paske tèks Boko a te boule jis nan zo. Mezamou te kouri. Antouka, Mezamou p'ap ka kenbe. *Ayiti-Observatè* se yon jounal demokrat ki aksepte tout moun e

se sa ki reyèlman fè valè li. Yo konnen ki jan pou yo opere e mwen ta swete pou yo veyatif e pa kite lavalasyen yo ap itilize kolon jounal yo a pou benefis yo. Anpil lavalasyen lage deyò a pou fè strateji Lavalas la pase pou yo reprann pouvwa a. Menm si yo bay Ens Mezamou ekri estasyon li yo pou l choute sou gouvènman anplas la, se pa yon pwoblèm, paske n konnen ke ti mannev sa yo pa pral okenn kote. Nou rete kwè ke Mezamou itilize tout lodas li pou pran daso kòm dasomann. Yo tout pa gen reponsyon ase pou yo retire yon ti branch nan pye mapou a. Mwen rete kwè tout bon ke se kounye a pral gen sa nou te kapab rele gè sivil la, paske divalyeris yo

peyi a, y'ap pè fè ti vwayaj la ki te kapab bouche anpil twou. Nou pale sekirite paske nou konnen byen li nesèse pou ekonomi yon peyi ki vle avanse tout bon. Se sosyete anndan peyi a ki dwe louvri je l byen kale pou li veje tout move zak ke yon endividi oubyen yon gwoup vle fè. Kòm se Leta ki gen monopòl pou kwape tout rekalsitran, li gen pou devwa pou l ankadre sosyete a nan mete sekirite toupatou. Depi gen sekirite, tout bagay ap regle. Yo bezwen jete gouvènman pwogresis san yo pa janm fè okenn preparasyon. Jodi a se avèk anpil tristès n'ap founi je nou gadè anpil nan konpatiyòt yo ki reyèlman fè defeksyon, paske yo tounen yon kat

san reflechi. Yo gen pou yo vin dou tankou mouton, paske fòk gen yon bagay ki pou fèt pou mete yo tout nan wòl yo. Y'ap batay pou yo retounen avèk mons yo a pou simaye panik nan peyi a. Se pou palman an tounen yon chanm nwa paske anpil palmantè dwe pèdi iminite yo pou aksyon yo fè. An nou kontinye nan sijè trè enteresan sa a ki kapab bay limyè. Gen anpil moun ki vle pou peyi a vance paske yo vwayaje e yo pase yon bon bout tan nan Etazini an nan lòt peyi e yo konnen ki jan bagay yo fonksyone nan mouvman touris-la, nou kwè gen yon travay an pwopfondè ki pou fèt kounye a san pèdi tan. Fòk mesye yo dispoze e ke Premye minis la pale ak minis li a epi ba l mwayen pou l fè pou peyi a reprann plas li nan mouvman touris la. Se pou gen lajan dispoze pou restore tout moniman nou yo e menm tout plas e kay ki sanse antik e gen stwa pou sèvi kòm lye pou vizit. Gen anpil moun nan peyi nou ki gen vizyon e ki konnen byen sa pou yo fè. Divizyon an tèlman monte wo nan peyi Dayiti ke pa gen yon moun konsyan ki kapab derape paske mwayen p'ap penmèt li. Nou dwe debarase n de zannimo yo ki pa vle wè peyi a fè yon avans.

Ayisyen se krab

Sizi : Jodi jedi 4 oktòb, 2012 mwen pral di yon bagay la a ki fò anpil, men se yon verite tout bon vre. Anpil nan mesye dirijan yo kote palman an, pa gen anpil ki vle wè byen pou peyi a. Yo chita ap fè dezòd, fè dilatwa pou anyen pa janm ranje nan peyi a.

Kantav : Ou gen rezon tout bon vre, Sizi, e m apiye w 100 sou 100. Pa gen anyen serye depi se moun sa yo ki anndan chanm nan pou regle enterè pa yo. Yo fè ekspre pou simaye latwoubay nan peyi a. Senatè ak deputè telegide yo pou bokou nan malpwòpte ki gaye nan peyi a. Yo pwofite sikonstans pou mete plis kriz. Mesye yo mechan e yo malonnèt tou. Yon peyi ki malerezman pa ofri anyen serye pou tout jenerasyon yo, mesye yo gen kouraj ap aji konsa. Ayi mesye yo se krab. Se yon tan pèdi. Yon avni enfènal e sanzespwa si bann sanwont, malonnèt yo rete toujou nan plas yo. Yo gen rezon tout bon, pa gen yon diktati ki t'ap fann fwa yo. Ayisyen renmen diktati. Toutotan pa gen yon diktate k'ap fè travay li nan sans pwogresis pou fè tout rekalsitran al dousman, n'ap toujou rete nan menm penppenp la.

Sizi : Ou pa manti, Kantav ! Twòp malveyan nan peyi a. Vòlè an wo, souflantchou nan mitan, pèp la li menm anba ap soufri jiskaske yo ba li kolera. Nou pa fouti rete ap gadè malè sèk sa a ki pandye sou tèt nou. Se yon ti ponyen sanginè k'ap bay peyi a kont pwoblèm li. Nou dwe mete yo nan karantèn tout bon.

Kantav : Sa se yon epe Damoklès ki pann sou tèt nou pou nou pa janm fè yon pa alevwa pou nou ta chikinn.

Sizi : Pa gen mwayen ditou pou nou franchi. Nou pèdi tout prestij nou e nou depann de kominote entènasyonal la k'ap dikte nou sa yo vle. Ayisyen mechan pou yo kontinye ap fè tchoul moun. Se yon pakèt resèlè ke pèp la konn anpil nan yo ki definitivman dwe peye pou fofè yo.

Kantav : Ou gen rezon. Tèlman sa w di a fè sans, mwen remake ke peyi nou an nan ka, paske divizyon an monte wo.



ak tandòt p'ap aksepte ni Lavalas ak Inikite reprann pouvwa a. Nan sans sa a Ayiti ap sote. Nou pa ta renmen sa, paske se sa mesye yo ap chache, y ap jwenn li san gade deyè. Pa gen yo youn ki gen prensip e aksepte règ jwèt la.

Sizi : Nou gen yon peyi kote divizyon okipe yon gwo plas nan sen sosyete a. Vi a chanje konplètman. Se pa menm peyi nou te konnen avan trantan ki sot pase a, paske se chak koukou klere pou je w, malgre ti gwoup ki ta renmen gadè valè nasyonal la ap lite anpil pou yo ta rive men mwayen an pa penmèt yo ale vit. Men, yo gen konfyans ke peyi Dayiti gen pou l reprann plas li nan gwoup peyi yo k'ap travay pou devlopman e pou pwogrès. Atizana nan peyi a pran yon ekstansyon ekstraòdinè ki kapab devlope si nou pran sa oserye e ankouraje tout travayè yo k'ap mennen pou yon devlopman dirab e rantab pou valè peyi nou e pou sosyete a. Mesye-dam yo travay anpil e pwodwi ke yo tout prezante yo se yon bagay serye e ki bay ankourajman.

Kantav : Peyi Dayiti gen moun ki vle travay, men tou, gen anpil mechan ki pa vle li fè okenn pwogrès pou peyi a kapab rive pran plas li nan monn nan. Nou regrèt sa pou tout avadra sa yo. **Sizi** : Nou menm ki konn bon bagay tout bon vre, ankouraje mouvman k'ap itil peyi a pou nou kapab pwogrese e fè bèl bagay pou lonè nou.

Kantav : Se sa menm ki dwe fèt pou sa gen sikse nèt ale. Ou pa bezwen pè, tout bagay gen pou vin nòmal lè tout move sijè yo al chita yon kote pou yo reflechi tout bon.

Sizi : Ou pale dò, Kantav. Men pou travay sa pote fwi, se pou nou ankouraje e ankadre tout teknisyen yo ki gen talan pou yo kapab jwenn bon aparèy pou ede yo fonksyone e fè lonè peyi nou.

Kantav : Tout sitwayen nan peyi a fikse je yo pou yo kapab wè kote derapaj ap soti pou yo fè Leta konnen pou disparèt tout vye vyolans ki kapab antrave evolisyon peyi a. Nou bezwen touris lokal ou etranje antre nan peyi a. Pou nou ankouraje yo, nou dwe prepare pou sekirite yo paske si yo pa santi yo anfòm pou yo sikile nan

make. Nou pa kache di yo yo gen pou regrèt nan tout sans, paske yo pat janm chita sou bon bagay men sou kesyon malatchonn, poud ravèt ki kontamine yo tout. Ya gentan konnen si Lopès se blan.

Sizi : Byennantandi, gen anpil konpatiyòt ki renmen mouvman ensekirite pou pwòp enterè yo, se t'ap yon gwo andikap pou yo pou sekirite ta retabli nan peyi a. Fòk nou pa bliye ke touris la se yon mwayen pou rantre lajan pou ekonomi a kapab balanse.

Kantav : N'ap ankouraje minis Touris la pou l fè anpil reklam preske nan tout peyi kote Ayiti gen relasyon avèk yo pou biznis la kapab pwodwi. Pou rantre lajan, fòk gen depans. Prepare yon dosye solid byen striktire, dokimante e chaje ak bèl imaj peyi a pou montre touris yo ke peyi Dayiti se yon mèvey. Fòk Leta a re fòme pou kwape tout vagabon. Demokrasi se pa yon lisans pou moun fè sa yo vle. Anpil nan konpatiyòt nou yo pa gen okenn respè pou lòt. Yon senatè oubyen yon depite pa konnen kijan li dwe konpòte l kòm reprezantan yon lokalite. Yo tounen yon pakèt pikèt dyòl ranyon.

Sizi : Gade Kantav rekòmanse ap fè m ri la a. Ou toujou gen yon dènye pawòl pou fè moun ri jis yo fè pipi sou yo. Silvoulè, ban m yon ti chans pou m kapab kontinye, paske m p'ap kapab twò konsantre nan tout sa m gen pou di a. Jan movèz fwa ap degaje nan peyi a, bann vagabon yo p'ap bay chans. Yo bezwen retire pou ranplase « *RR* ». Antouka, ya gentan konnen, paske si yo konprann yo kapab fè yon bagay ki kontrè, y'ap monte sou resif. Se la a yo tout pa reyèlman fò si yo konprann yo kapab vin kreye dezòd. Se pou mete tout vagabon yo anba kòd si yo konprann demokrasi se libetinaj. Lavalasyen yo fin mande anraje pou yo pran woulib. Nan tout sans, yo byen konte, mal kalkile. Se pou gouvènman anplas la fè tout sa l konnen pou limite tout manifestasyon ilegal, paske nan lese fè sa a kapab kreye anpil pwoblèm. Tankou pwovèb la di : « *Avan w gen dòmi, fòk ou ranje kaban ou* ».

Kantav : Mesye yo nòmalman pa gen okenn respè pou pensonn. Yo di tout sa ki vin nan bouch yo

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of
dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivement à Queens, New York et à Tampa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionnel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558

Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Haïti horizon 2016, quel avenir pour les grandes villes ?

Par Dan Albertini

Entre (). Aux États Unis d'Amérique, si Barak Obama passe il sera en fin d'un deuxième mandat. Sinon ce sera Romney en fin d'un premier mandat. Que sera ce pays avec une dette colossale ? Le président Medina, en République voisine, sera aussi à la fin de son mandat. Ban Ki moon ne sera plus secrétaire général des Nations Unies, et la République de la Jamaïque sera peut-être chose faite. Mais Haïti. La MINUSTAH sera-t-elle encore là ? Et, pour protéger qui, en telle occasion, pourquoi ? Trois dates symboliques attendent le président Martelly : 31 janvier 2013, 7 février 2013. Mai 2016, s'il est maître de son destin. Comprenons par contre que le développement du pays reste et demeure la tâche des maires des grandes villes. Mais avant tout, disons merci aux Américains pour le renouvellement du TPS en faveur des exilés du séisme de 2010, ce qui, selon la diversité des bénéficiaires, a directement un impact sur plusieurs municipalités en Haïti. Fermons les ().

Les voisins du littoral

Avant d'enjamber le littoral, je crois personnellement que la République a intérêt à assumer jusqu'au bout son choix en la personne de Michel Martelly comme président. Nonobstant l'obligation de le renvoyer en cas de faute grave, car la République ne sombrerait malgré tout. Car, le problème du pays n'est pas

la présidence. Passons !

Deux villes côtières vis-à-vis, sur le littoral, ont généralement un destin commun dans la plupart des pays. Embarcadères et débarcadères sont gérés en double résonance de manière à harmoniser et à dynamiser l'action des acteurs vitaux du développement pluraliste. Quand nos associations régionales à l'étranger pensent à jumeler des villes outremer avec les leurs, pourquoi ne pas initier cet axe en Haïti ! Il serait peut-être temps pour ces associations de partager cette synergie et d'harmoniser leurs actions avec un plan intégrateur régional et local. Sinon le développement accéléré n'est pas pour demain. Sommes-nous capables de nous entendre en dehors de la politique ?

Quel avenir donc en ce sens pour des jumelages nationaux : Jérémie - Anse-Rouge - Port-de-Paix, Miragoâne - Petit-Goâve - St. Marc, les Cayes - Jacmel - Anse à Pitre... ? Ce qui déboucherait sur une association nationale des villes côtières (des intérêts en commun, des axes de développement croisés, des renforcements économiques triangulaires, des forces d'actions politiques locales plus étendues, des axes alimentaires indépendants, la maîtrise d'un système de navigation maritime civile, le développement des rails comme moyen de transport).

Si Port-au-Prince ne peut être évacuée par dépit, car faisant partie aussi du schéma, son rôle resterait celui de l'hébergeur de la capitale. Où les

politiques nationales devraient être modulées en faveur des grands axes stables et de transition. D'ailleurs, Port-au-Prince est-elle prête pour accueillir des touristes nationaux pour une durée de 24, 48 à 72 heures, leur offrant des visites guidées instructives ? Le maire de la capitale aura-t-il cela en pensée ?

Que nous dicte la réalité quand le président de la République joue au *self relationnist* pour une rue *adoquinée* ou pour une plage asphaltée ? Cette usurpation du pouvoir politique de dépenser dans le but du développement, et par surcroît accéléré, se régulariserait automatiquement. Car, les budgets sont-ils réellement transférés aux villes avec les pouvoirs de dépenser, selon la constitution du pays ? Quand la ville a le droit de réglementer ? Quand la ville pourrait collecter pour ses besoins. Quand tout cela mènerait vers une croissance provinciale d'un haut savoir, d'un développement de l'expertise, d'une meilleure connectivité avec l'international. Constat. Pourquoi le maire de Montréal doit-il passer par Port-au-Prince capitale, quand Montréal trouverait meilleur allié ailleurs au pays !

Cependant, les municipalités bénéficient-elles des services d'un commissaire industriel spécialisé qui ramènerait : entreprise et économie ?

Pourquoi poser le problème ainsi

Considérons le cas de Limonade, qui s'est vue implanter une université sans en comprendre l'importance, sans

avoir été mise au courant, au moment de la décision. Quel partenariat donc pour cette région qui prenait acte dernièrement de l'indélicatesse politique de l'exécutif, au point où le rectorat de l'Université d'État d'Haïti n'avait pas de plan ? Comment donc a été décidé l'avenir de cette ville et de la région constituant : Limonade, Plaisance, Grande-Rivière, Cap-Haïtien, Limbé ? Comment ont été intégrées les ressources savantes locales élargies et régionales, en priorité pour éviter l'érosion des cerveaux et établir un système d'enrichissement des relations ? La République dominicaine avait-elle contacté les autorités locales pour ce faire ?

Le président Martelly avait proposé de gouverner autrement, qu'en est-il dans la réalité ? De la fiscalité aux crédits d'impôts fonciers, quelle sera la part de la ville de Limonade ? Quel instrument de développement économique accompagne cette université, par exemple : des banques, des cliniques de santé, un parc immobilier, des réglementations municipales pour la construction ou pour le zonage, la présence de techniciens qualifiés, etc. ?

Si je prends le temps de m'exprimer à propos en cette fin de préparation pour la rentrée scolaire en Haïti, c'est en vertu de l'article 32, *section F* de la Constitution qui réclame en faveur des enfants de 1804. Se réconcilier avec soi-même et avec les autres, c'est le début de la chaîne de solidarité. Avec les autres, c'est le devoir de toute nation penchée

sur son avenir. Un enfant de Limonade verra-t-il son maire comme un instrument de motivation ?

Quel est le nôtre aujourd'hui alors qu'un premier ministre n'a mis tous ces enfants à l'école en cet octobre. Un seul qui manquera à l'appel, d'aucun ne saura assez juste pour se justifier. C'est pourtant ce que laissait à prévoir, dans une nouvelle de Radio Métropole (12 sept. 2012) et je cite : « *Le nombre d'enfants ayant accès à l'école gratuitement pourrait doubler* ». Je disais, et je le répète, à chaque fois qu'un enfant de 1804 n'est inscrit à l'école, c'est une occasion de renvoyer un Premier ministre incapable de relever le défi qui garantit l'avenir du pays, de la nation que nous voulons construire. Le rôle des maires serait aussi de faire ressortir ces valeurs, mais surtout de pouvoir recruter pour le haut savoir de leur ville particulière. C'est aussi le rôle d'un parlementaire dont la localité et la région touchent ces intérêts croisés.

La République a besoin de beaucoup plus qu'un maire intellectuel malade aux Abri-cots, avec comme potentiel une amitié avec l'ancien président Préval. La République a besoin de maires capables de croiser les fers pour faire passer des législations en faveur de leur région. Des maires exercés dans une haute sphère administrative pour que, lorsqu'ils arrivent sénateurs, n'aillent pas salir les institutions comme l'a fait le sénateur Zenny de Jacmel.

lovinsky2008@gmail.com



SUR LA ROUTE DU CINEMA Underground ou The Early Life of Assange : Un film de...

Si vous avez peur ou si vous aimez trop l'Amérique, ne regardez pas ce film, c'est le film qui met en relief la vie d'un jeune provocateur devenu une référence internationale. Il vous provoquera gratuitement. Il raconte l'histoire de ce fameux Julian Assange tellement recherché par les Américains pour avoir dévoilé leur secret. Non pas le secret militaire « top secret », mais le secret d'une vie.



Dan Albertini

Le film commence d'emblée par l'action. Une mère part en catimini avec ses enfants, pour échapper aux griffes d'un mari violent. C'est la mère de Julian Assange. L'action se passe aux alentours des années 90, à

informations révèlent plus tard que le père est à la tête d'une secte qui garde des enfants en otage. Il est arrêté. C'est le soulagement au milieu des interrogations personnelles et de la complicité.

Cependant, ce n'est pas le film, c'est la vie d'aujourd'hui d'un Julian Assange qui va se for-



Underground Friends

mer dans un drôle de creuset : informatique et communication, découverte et effraction, intelligence et apprivoiser la peur. Le contexte s'y prête, c'est la chute du mur de Berlin, en 1989, et, les Américains sont accusés d'introduire du plutonium dans l'espace. C'est la révolution en marche. Un test échoue à la NASA mais il est reporté. C'est aussi l'effet du piratage informatique qui commence dans le monde réel que Bill Gates proclamera comme étant la démocratisation de l'informatique.

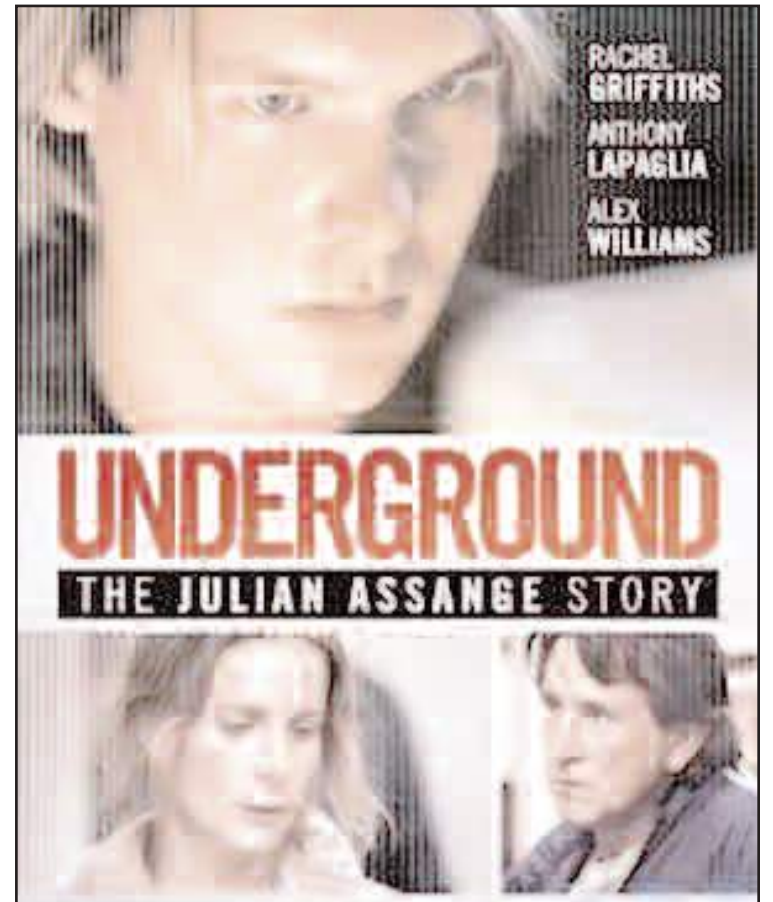
1991, Julian Assange change

ce. La mère de Julian le quitte. Julian à son tour doit quitter, à cause de la grossesse d'Electra. Une nouvelle naissance, un fils, c'est le symbole de l'espoir qui naît, mais Julian ne travaille pas, il est hacker. Ce n'est pas une profession. Il assemble un ordinateur Commodore, c'est l'époque. Le modem et le téléphone sont des instruments associés qui percent des secrets d'Etat, ils sont mis à contribution. Les USA sont la cible.

L'action se passe chez Fritzroy Computer Market, qui est un lieu de tombée des premiers ordina-

teurs usagers en vente par pièce détachées. Le consommateur y a droit mais la police surveille par défaut, elle est dépassée mais doit s'adapter si elle veut garder le cap. C'est donc l'arrivée de jeunes policiers plutôt techniciens en informatique.

Le film convoque autant d'artifices. Un drame familial en arrière plan mais on risque de se trom-



Saddam, Julian découvre les mensonges qui expliquent des morts civils et des femmes et enfants en Irak.

Il découvre des mouvements massifs de troupes et des marines américains.

Niveau technologique

qui arrive à découvrir l'ID et le Pass word.

Artifice

Le film finit sur une note agacée qui démontrera la chasse à l'homme. Pour le coût d'une amende dans le cadre des lois du pays. Julian Assange naîtra de ce fait avec son WikiLeaks.



Underground Mother

Emerald, Victoria, une petite ville semi-rurale située à 44 km au sud-est de Melbourne.

La conscience est-elle mise en examen chez cette femme quand

après un procès pour avoir hacké des ordinateurs américains, mais paye une somme dérisoire. La pénalité n'est pas dissuasive. Et, c'est l'homme d'aujourd'hui que l'on connaît, protégé à l'ambassa-



elle pressent son fils dans des activités dites subversives ailleurs au monde. Non, son regard dégage un brin de fierté malgré le « plus qu'une pincée d'inquiétudes ». Il tient un peu d'elle d'ailleurs. Les

de d'Equateur en Angleterre.

Il avait une copine. Electra est devenue la copine de Julian, elle tombe enceinte de celui-ci à 17 ans. Il vient d'un foyer où le père est absent par la force de sa violence.



Underground Detective

per sur le sujet. Le père violent qui tente de kidnapper son fils parti avec sa femme en fait partie.

La mère qui devient activiste contre le nucléaire américain et, doublement, femme battue en fuite avec ses enfants dont Julian Assange et une incursion volontaire pour alimenter la scène.

La réalité du film est profonde, Julian et ses copains vont pirater des données sur des codes d'accès pour appels internationaux, par le biais de l'un d'eux qui travaille pour la compagnie de téléphone à Melbourne. Résultats : introduction par effraction dans la compagnie dans le but de pirater des données

Contexte international

Bush père veut attaquer l'Irak de



Underground Shooting

1991, c'est la guerre en Irak. MIL-NET est le système de défense des Américains, il est piraté par Julian

Merci d'y croire !
lovinsky2008@gmail.com

Madagascar : Andry Rajoelina en quête de légitimité pour son pouvoir

Par Roch Alfred KIKI (BENIN)

Madagascar, pays de grandes civilisations, mais aussi de grandes cultures, sombre dans une situation pas trop gaie. Depuis déjà quelques années, il vit dans une crise qui paraît interminable, vauvrant dans une impasse totale.



Roch Alfred Kiki

Aucun développement durable et humain n'est possible dans telle condition, bien que le pays en ait véritablement besoin. De ce fait, l'actuel président malgache, s'est trouvé propulsé au pouvoir par un coup d'État, se lance à la conquête du soutien de la communauté internationale en vue d'asseoir son autorité sur une base légitime.



Patrice Lumumba

Le Madagascar : Un pays doté d'une beauté naturelle et d'une extraordinaire richesse sur le plan humain et géographique

Nous ne saurions parler du Madagascar sans le situer à la fois dans son contexte géographique et politique.

Sur la grande et complexe route de la diplomatie internationale et des faits sociaux marquant la communauté internationale, nous avons vu un Madagascar à l'agonie. Personne ne devrait rester indifférent à cette situation que traverse ce pays. Notre intérêt à la crise politique que traverse le Madagascar a été renforcé par le fait que nous avons été adoptés par ce beau pays. Mais ce sort du destin dont il est victime n'influencera en aucun cas notre analyse qui se veut impartiale et objective.

Le Madagascar est l'un des pays de l'Afrique qui offre un paysage naturel d'un attrait particulier avec une richesse inégale sur le plan humain et géographique. Parmi ses atouts nous pouvons évoquer la beauté de ses paysages sauvages et totalement préservés, la douceur de l'accueil de ses habitants et ses nombreuses espèces rares et souvent uniques au monde tels que : les lémuriens primates (le microcèbe et les orchidées). Malgré la prédominance de ces éléments, le Madagascar demeure l'un des pays les plus pauvres du monde confronté, quasiment en permanence, à d'énormes difficultés économiques.

Encore appelée la grande île ou île rouge, ce pays est la quatrième plus grande île du monde. Elle se situe au sud-est du continent africain et mesure 1 600 km de long sur 600 km de large ; et se divise en trois zones longitudinales parallèles

: la côte est, les hauts plateaux et la côte ouest.

Avec une population d'environ 18 millions d'habitants, le pays a pour capitale Antananarivo et possède comme langues officielles : le malgache et le français. Sa monnaie est l'Ariary. L'île malgache jouit d'un climat varié selon les régions : sec d'avril à octobre et pluvieux de novembre à mars, avec un risque cyclonique très poussé de décembre à avril.

Le Madagascar accéda à l'indépendance le 26 juin 1960, au terme d'un processus graduel d'autonomisation politique : instauration du suffrage universel par la loi Defferre, en 1956, puis adhésion par référendum à la Communauté française, en 1958. Mais signalons la présence d'une juridiction sociopolitique basée sur le « Fokonolona » (assemblée du peuple) et le « Fokontany » (unité territoriale de base) en existence depuis le XVe siècle et constituent toutes deux des institutions démocratiques servant de guide à l'évolution sociale et politique du pays.

Crise socio-politique

A partir d'un coup d'État, Andry Rajoelina s'est retrouvé à la tête de la présidence malgache, le 6 mars 2009. Encore un coup d'État dans cette Afrique qui s'efforce de se retrouver sur le chemin de la prospérité et du bien-être partagé, malgré les agissements de la communauté internationale qu'on pourrait qualifier parfois d'hypocrisie. Cette situation crée inévitablement un besoin de médiation dans le but de réconcilier les frères séparés par le pouvoir. Remettre la pendule à l'heure en instaurant un pouvoir légitime dans ce pays est le sentiment qui anime les intermédiaires désignés à cette fin. La réalité étant toute autre, ces derniers se voient confier une mission difficile, pour ne pas dire impossible, comme celle confiée au professeur Albert Tévoédjrè, en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la MINUCI ou mission Kofi Annan en Syrie.

Plusieurs tentatives menées par ceux-ci n'ont véritablement porté aucun fruit. On se rappelle de la rencontre des Seychelles qui a échoué. C'est dans cette même atmosphère que la Chine réitère ses engagements au Madagascar lors d'une rencontre.

La diplomatie chinoise présente en Afrique et sur la grande île

La Chine ne laisse aucune occasion lui échapper. La coopération sino-africaine, qui s'amplifie et fait frémir l'Europe, en particulier la France, ne cesse de gagner du terrain. En Afrique francophone, nombreux sont les pays qui, n'ayant pas choisi, regrettent d'être colonisés par la France. Ce mauvais destin, que le sort colonial leur a infligé, n'a pas cessé de faire des dégâts. Il n'est bon en rien d'avoir été colonisé par les Français, se plaignent de hommes politiques et activistes sociopolitiques. Ils ne cessent de raisonner que le colon britannique ou allemand se soucie dans ces démarches du bien-être du colonisé, contrairement aux toubabs français, qui ne pensent qu'à anéantir le colonisé. « La France n'a pas d'amis. Elle n'a que des intérêts », voilà, pour plus d'un, une réalité qui date de l'époque coloniale. La grande majorité des Africains, toutes anciennes colonies confondues, répètent toujours que « personnelle-

ment nous n'avons rien contre la France, mais nous estimons qu'elle a assez causé de dommages qu'il



Andry RAJOELINA

faillie qu'elle les répare ».

En effet, l'époque coloniale est remplie de scènes atroces, révoltantes, que l'Afrique francophone essaie de surmonter malgré le poids de l'histoire. Nous nous en voudrions de ne pas rappeler le vécu des pieds noirs en Algérie; des fermiers blancs au Zimbabwe et du scandale imputé à la Belgique francophone au Congo belge, à l'époque où le jeune Patrice Lumumba faisait ses premiers pas de leaders charismatiques. Les Blancs se sont offert le luxe dont ils ne pouvaient jamais jouir chez eux. L'Afrique était pendant cette période une terre vierge très hospitalière, et pleine de ressources minières qu'il fallait s'approprier par tous les moyens.

C'est dans cet imbroglio que la plupart des anciennes colonies africaines sont devenues indépendantes. Il s'agit d'une autonomie dont il faut redéfinir le contour et le contenu, puisque ces pays sont encore assujettis à d'énormes problèmes. Ce n'est pas de gré que la France a accordé l'indépendance aux États africains dans les années



Marc Ravalomanana

1960.

Mais l'après indépendance semble ouvrir la porte à de nouveaux envahisseurs porteurs d'idéologies différentes ayant des manières de voir les choses autrement que la France les perçoit. Celle-ci n'a jamais toléré l'accueil et la ferveur avec lesquels les chefs d'État africains négocient les partenariats avec les Chinois. Partout où ils passent en Afrique, les diplomates et hommes d'affaires chinois sont bien accueillis. Par exemple, l'ambassadeur de Chine à Madagascar a profité de la cérémonie marquant les six décennies de la fondation de la République populaire de Chine pour réitérer le soutien de son pays à l'Afrique en général, et au Madagascar en particulier, en cette situation de crise. Citons les propos tenus par le diplomate chinois à cet effet : « La tâche la plus urgente de Madagascar est de terminer la crise politique dans les meilleurs délais pour que le pays puisse concentrer ses efforts sur le développement économique, la lutte contre la pauvreté et le progrès social ».

Ces propos viennent de l'ambassadeur chinois, Shen Yongxiang, lors de la réception du 63^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, le 29

septembre passé, à Nanisana, la capitale du Madagascar.

Aussi ajoute-t-il dans son allocution que la Chine continuera à travailler avec la communauté internationale pour soutenir le processus de sortie de crise à Madagascar, et ce, tout en maintenant le cap sur la politique chinoise dans le cadre de la coopération sino-africaine. A ce sujet, M. Yongxiang souhaite « que les partis politiques malgaches fassent preuve de la même sagesse que lors de la signature de la Feuille de route, en mettant les intérêts de la nation et du peuple au-dessus des intérêts des partis ». Et ce, en vue de la tenue d'élections justes et inclusives à la date prévue.



L'ambassadeur chinois au Madagascar a affirmé également que son pays a décidé de redémarrer les projets de coopération suspendus à cause de la crise et après la formation du gouvernement d'union nationale malgache. Cinquième partenaire de Madagascar en exportation et premier en importation, la Chine va injecter 20 milliards de dollars en Afrique, dans le cadre du développement durable du continent.

Presque toutes les tendances et mouvances politiques, des ministres de l'actuel gouvernement, des anciens ministres et diplomates des chancelleries étrangères résidant à Madagascar ont répondu présents à cette réception qui s'était tenue à l'ambassade de Chine.

Si l'établissement officiel des relations diplomatiques entre la Chine et le Madagascar date de 1972, l'histoire des relations entre les deux pays remonte bien avant, soit avec l'arrivée des premières vagues d'immigration chinoise au XIX^e siècle. La Chine devient de plus en plus un partenaire privilégié de l'Afrique et un allié qui s'impose dans les relations internationales.

Andry Rajoelina dans le collimateur de la communauté internationale

Encore appelée société internationale, l'expression communauté internationale est un langage diplomatique souvent employé pour désigner un constituant d'États, de nations. Le plus souvent la communauté internationale siège lors des rencontres mondiales, comme celles de l'Union africaine ; de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ; des sommets des G7 ; G8 et des Amériques. C'est au cours de l'une de ces assises que l'actuel président malgache a signé deux conventions sur les droits de l'homme au Conseil des nations unies. Ces actes sont forts appréciés et réconfortent d'ailleurs le président

malgache dans sa position. Cela se produit à une époque où le commun des mortels se demande si Marc Ravalomanana se portera candidat aux élections présidentielles prochaines ?

Avant de mettre en relief les faits qui font planer le doute sur la participation de l'ancien président malgache aux prochaines élections présidentielles, nous vous ferons le plaisir de vous situer dans le temps par le biais d'événements marquants.

En effet, le 6 novembre 2009, au petit matin, le jeune président malgache quitta l'une des négociations en vue d'un partage du pouvoir entamées au siège de l'UA à

Addis-Abeba, boudant tous ceux qui s'y trouvaient. Andry Rajoelina, refusa catégoriquement la proposition de l'UA et demanda à l'ancien président déchu Marc Ravalomanana d'assumer les conséquences de ses actes en disant : « S'ils ne peuvent pas accepter que je dirige le pays, qu'ils assument leurs actes. Je vais partir. Le moment est venu ». C'est sur ces propos que l'actuel président abandonna les lieux où se tenaient les négociations.

Ce comportement fut traité de manque d'égard à des grandes personnalités et instances africaines par l'adversaire de Rajoelina, dont le retour au pays connaît de plus en plus de blocages. Le Madagascar est plus respectueux pour ne pas se comporter de la sorte en face de la communauté internationale. Outre cela, la SADC peine à trouver une solution de sortie de crise bien qu'elle fasse jouer les prolongations après les échecs répétés des rencontres qu'elle a organisées.

Affirmez que l'ancien président ne pourra pas participer aux prochaines élections pourrait être perçu comme un geste précipité, bien que les motifs soient clairs. Le retour des exilés politiques malgaches à leur pays devrait se faire sans aucune condition. C'est ce que stipulent les dispositions juridiques du pays. Mais pourquoi le président Rajoelina persiste-t-il à s'accrocher à l'idée selon laquelle l'échéance électorale est fixée pour le mois de mai 2013 avec obligation pour tous les prétendants de siéger sur le territoire national trois mois avant la tenue des scrutins ? Une telle position avancée avec fermeté par le chef de l'État malgache le place bel et bien dans le collimateur de la communauté internationale. Ce qui reviendrait à douter du succès de son opération de charme auprès des partenaires étrangers dans la quête de légitimité pour son pouvoir.

ÉDITORIAL



La bravade et la provocation n'apportent guère de solutions aux crises

Le président haïtien et ses conseillers ne semblent pas saisir l'ampleur des crises qui assaillent le gouvernement Martelly-Lamothe. Au lieu de trouver des moyens de colmater les brèches par le biais du dialogue constructif, Michel Martelly affiche la bravade et la provocation comme réponses aux mouvements de contestation, qui gagnent de jour en jour du terrain. Alors que les problèmes qui ont déclenché le mécontentement des populations restent entiers, les activistes, dont les cris prennent l'allure d'une opposition musclée, ne désarment point. Rien n'autorise à penser qu'ils s'apprentent à regagner leurs bases et à baisser pavillon. Sans l'ombre d'un doute, le pouvoir du 12 mai 2011 n'aura pas raison de l'opposition par les menaces à peine voilées et des déclarations à l'emporte-pièce.

En effet, la plus grande erreur commise par le président Martelly, face aux manifestations de rue, qui se multiplient à travers la République, et qui sont en passe de décréter la permanence, réside dans son mépris des secteurs opposés à ses politiques. Bien que dans son discours public il prône la démocratie, le vivre ensemble et le respect mutuel, de telles pratiques sont absentes dans les faits. Son intolérance de critiques constructives, qu'il a démontrée dès les premiers jours de sa présidence, s'est affirmée dans sa gestion du pouvoir, tout au long des seize premiers mois de son mandat. Ce n'est pas sans raison que ses écarts de langage et son inflexibilité maladroite, face aux conflits l'opposant à ceux qui refusent de donner dans le panneau par rapports à ses décisions, lui font attribuer l'épithète de dictateur.

Indéniablement, notre président a un penchant naturel pour la confrontation, optant constamment pour les solutions arbitraires, toutes les fois que se présentent des choix clairs que des décisions contraires à celles qu'il prend serait politiquement et constitutionnellement mieux indiquées. Michel Martelly tient toujours à avoir le dernier mot, se refusant à céder un seul pouce de terrain quand surgissent les disputes. Impréparé pour assumer la fonction qu'il occupe avec la sagesse qu'on est en droit d'espérer de l'homme d'État avisé, il s'enfonce fatalement dans la démesure plutôt que d'aborder les problèmes avec sérénité. Des tels comportements ne laissent point de place pour une sortie de crise heureuse. C'est donc à juste titre que les observateurs avisés craignent que, sous la direction de Sweet Mickey, le pays ne soit entraîné vers une catastrophe pire que les chamboulements qu'il a connus au cours des 208 dernières années.

Autant dire, le chef de l'État observe les problèmes et les nuages

qui s'amoncellent à l'horizon dans son angle mort. C'est pourquoi il avance tête baissée vers la catastrophe, désormais imminente, laissant toutefois les mains libres à Sweet Mickey pour trouver des solutions. C'est dans le cadre de cette logique qu'il faut situer sa réaction aux manifestations de rue, qui menacent de gagner toutes les villes du pays. « *Ce ne sont pas les actions violentes, les dérapages ni le tapage qui vont faciliter la construction du pays, mais au contraire l'inclusion, la paix et le dialogue. Les revendications légitimes du peuple concernant la faim et le chômage ne doivent pas être transformées en revendications politiques* ». Ces déclarations faites par M. Martelly sur le tarmac de l'aéroport international Toussaint Louverture, au moment de s'envoler vers Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, n'annoncent point la mise en œuvre d'une action bien inspirée pour résorber les crises actuellement en cours.

En clair, ces propos s'inspirent de la langue de bois des politiciens en perte de légitimité et affichent, une fois de plus, l'intention de Michel Martelly de trouver la solution aux graves problèmes du pays auprès de son alter ego, Sweet Mickey. Ils ne font que renforcer une déclaration faite antérieurement par le chef de l'État selon laquelle « *les manifestations de rue ne mèneront nulle part* ». En ce sens il s'est logé à la même enseigne que le Premier ministre Laurent Salvador Lamothe, qui avait assimilé les manifestants de rue à des « *mercenaires* ».

Les citoyens qui aiment réellement leur patrie, en tant que sentinelles, ont pour obligation de sonner la trompette, de tirer la sonnette d'alarme pour annoncer le grave danger qui avance à grands pas, mais que les dirigeants étourdis et aveuglés par le pouvoir sont incapables de voir. Les leçons apprises de l'histoire de notre pays indiquent clairement que les manifestations de rue sont, certes, sources de « *déstabilisations politiques* ». Mais en l'absence de politiques menées avec intelligence et basées sur la rectification du tir, les crises sont de nature à déboucher sur l'irréparable. Le président Martelly et l'équipe qui dirige avec lui ont intérêt à arrêter la démagogie et les déclarations insensées pour appliquer immédiatement des mesures qui auraient dû être prises immédiatement après l'investiture de M. Martelly.

En effet, l'Histoire d'Haïti est riche en exemples où de simples descentes dans les rues des écoliers ont débouché sur des grèves générales ayant abouti à la chute de présidents. Une preuve encore plus éloquentes : la seconde chute du président Aristide, qui dut donner sa démission et s'envoler vers l'exil

en Afrique, avant même la moitié de son quinquennat. Nul ne doit feindre d'oublier l'intensité croissante des manifestations de rue qui se déroulaient à la capitale et dans les villes de province au cri de « *Abas Aristide !* » Michel Martelly ne doit pas faire la sourde oreille aux revendications véhiculées par les derniers protestataires, notamment, contre la faim, la cherté des produits de première nécessité et le chômage, mais dénonçant aussi la corruption qui bat son plein dans l'administration Martelly-Lamothe. Après plusieurs semaines, des cris appelant au départ du président Martelly ont commencé à se faire entendre parmi les manifestants ayant, de surcroît, exhibé cet appel sur des pancartes. Voilà donc arrivé le moment de saisir le taureau par les cornes et d'agir.

La solution des crises haïtiennes ne se trouvent pas auprès de la communauté internationale, que Michel Martelly semble vouloir appeler à la rescousse, tout en lais-

sant intacte sa politique d'exclusion, où la gabegie administrative est la norme et le détournement des fonds publics défie les principes élémentaires de la décence violant les lois et la Constitution du pays.

De toute évidence, les manifestants haïtiens ne vont pas se laisser intimider par les menaces de retrait de l'aide par les amis de Martelly à l'étranger. Car, raisonnent-ils, l'aide dont bénéficie Haïti n'a pas fait reculer la faim, le chômage et la vie chère. Bien au contraire, ils se sont intensifiés pour devenir endémique. Mieux encore, ils n'ont pas arrêté la fureur de la corruption.

Pour colmater le mécontentement qui gronde, le président haïtien a pour devoir de prendre la décision de diriger autrement et de démontrer que le changement tant prôné se concrétise dans les faits. La bravade et la provocation n'ont pas la vertu d'apporter des solutions aux crises actuelles. Ni sur le court terme. Encore moins sur le long

HAÏTI OBSERVATEUR



La parole est, pour la parole

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïi 08 Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 81 B1 Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



Bravado and provocation provide little solutions to crises

The Haitian president and his advisers don't seem to grasp the magnitude of the crises besetting the Martelly-Lamothe Government. Instead of finding ways to resolve the problems through constructive dialogue, Michel Martelly displays bravado and provocative answers to protests which are gaining more ground every day. While the troubles that triggered people's discontent remain unresolved, activists whose cries are increasingly resembling a tough opposition are not about to stop. There is no reason to believe that they are close to return to their bases and back down. Without a doubt, the 12 May 2011 Government will not gain the upper hand by utilizing veiled threats and bold turns of phrases.

In fact, the biggest mistake committed by President Martelly, facing street protests, which have multiplied throughout the country, and are poised to remain mobilized, lies in his contempt of sectors opposed to his policies. Although in his public speech he advocates democracy, coexistence and mutual respect, such practices are completely absent in practice. Mr. Martelly's intolerance of constructive criticism, which he demonstrated in the early days of his presidency, has asserted its influence in the management of public affairs throughout the first sixteen months of his term. It's not without reason that his use of expletives and demonstrated sickly inflexibility in the face of conflict taken up by those who refuse to give in to his decisions, are giving reason to opponents who are calling him a dictator.

Undeniably, our president has a penchant for confrontation, opting consistently for arbitrary solutions, whenever clear choices indicate that decisions contrary to those that are politically and constitutionally sound are less desirable.

Michel Martelly always wants to have the last word, refusing to yield a single inch of ground when disputes arise. Unprepared to assume the position he holds with the wisdom which characterizes the experienced statesman, he inevitably sinks in excess rather than addressing the problems with calmness and serenity. Such behaviors leave no room for a happy ending to crises. It's, therefore, right for informed observers to fear that, under the leadership of Sweet Mickey, the country is heading towards a catastrophe worse than the upheavals it has experienced over the last 208 years.

Suffice it to say, the Head of State is observing the problems and the clouds are banking up on the horizon in his blind spot. That's why he is moving headlong into disaster, now imminent, however, leaving Sweet Mickey free hands to

find the solutions. It's within this logic that his reaction to street protests, which threaten to spread in all the cities, must be placed. **"Neither violent actions nor uncontrolled drifting or disturbance of the peace will facilitate the construction of the country, but rather inclusion, peace and dialogue. The legitimate demands of the people on hunger and unemployment should not be turned into political demands."** These statements made by Mr. Martelly on the tarmac at Toussaint Louverture International Airport, when flying to Kinshasa, capital of the Democratic Republic of Congo, aren't made to announce implementation of well-advised action to resolve the ongoing crises.

Clearly, these statements are based on the jargon of politicians losing legitimacy and show, once again, that Michel Martelly delegates finding of solution to the serious problems facing the country to his alter ego, Sweet Mickey. They only reinforce an earlier statement by the Head of State that **"street protests will lead nowhere."** In this sense he is in the same frame of mind as Prime Minister Laurent Salvador Lamothe, who had compared the street protesters to **"mercenaries."**

All citizens who really love their homeland, and as sentries, are obliged to sound the trumpet and blow the whistle to announce the grave danger that is making great strides, but which leaders stunned and blinded by power are blind to and unable to see. Lessons learned from the history of our country clearly indicate that street protests are certainly sources of **"political destabilization."** But in the absence of intelligently crafted policies, and aimed at changing the previous approach to the problems, crises are likely to lead to irreparable harm. It's to President Martelly and the team which is helping him to manage public affairs to stop grandstanding and issuing meaningless statements; also to implement immediate measures that should have been taken immediately after Mr. Martelly's inauguration.

Indeed, the history of Haiti is rich in examples where simple riots in the streets by schoolchildren led to general strikes that translated into the downfall of presidents. An even more eloquent and recent experience: the second downfall of President Aristide, who was forced to resign and fly into exile in Africa, before reaching half-way into his five year term. Nobody should act as if he or she forgets the increasing intensity of street demonstrations that were taking place in the capital and provincial towns and crying **"Down with Aristide!"** Michel Martelly must not pretend not to hear the claims conveyed by

the latest protesters, particularly against hunger, high prices of essential commodities and unemployment; but also denouncing corruption that's going on full swing in the Martelly-Lamothe administration. After several weeks, cries calling for the departure of President Martelly have begun to be heard among the protesters who, in addition, exhibited signs for his recall. So the time has come to take the bull by the horns and act.

The solution of the Haitian crises may not from the international community, which Michel Martelly seems to call to the rescue, while leaving intact his policy of exclusion, where mismanagement is the administrative standard and diversion of public funds defies basic principles of decency while

violating the laws and Constitution of the country.

Obviously, Haitian protesters will not be intimidated by threats of withdrawal of financial aid by Martelly's friends abroad. Because, they reason, aid provided to Haiti did not reduce hunger, unemployment and high cost of living. Rather, they stepped up to become endemic. Better yet, they have not stopped the fury of corruption.

To quiet the rumbling discontent, the Haitian president has a duty to make the decision to run the country differently and demonstrate that the changes he advocated are translated in deed and action. Because, bravado and provocation will not bring solutions to the current crises, neither in the short term, even less in the long run.

HAITI OBSERVATEUR



Le monde qui paye la guerre

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïi 08 Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe

- ☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

- ☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe

- ☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

- ☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an

Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Tourism in Haiti: A Golden potential

By Irlène Whiteman

Constantin Henriquez in a few words

Constantin's great-grandfather was Portuguese. His grandfather, Judas Ruben Henriquez de Zubiera, emigrated to the Netherlands, then to Port-de-Paix, Haiti, where he married Georgina Bastien with whom he had eight children, including Alfred. Alfred married Lucie Elie and they had three children, among them Alphonse and Constantin.

While studying medicine in Paris, Constantin became involved in the French rugby team playing as wing center. He participated in the 1900 Olympic Games with his team and won a gold medal, and in the Tug-o'-war which earned him a silver medal. He was the first Black to be so rewarded.

It was he who introduced football (soccer) in Haiti in 1904, and founded with his brother Alphonse, a lawyer, 'L'Union Sportive Haïtienne.' He became a Senator in 1950. He passed away in 1957.

Sources: http://fr.wikipedia.org/wiki/Rugby_a_XV_aux_Jeux_olympiques_d%27_été_de_1900#mw-head#mw-head

<http://www.haiti-culture.com/sport.html>

http://records.ancestry.com/Judas_Ruben_Henriquez_records.ashx?pid=27997448

<http://www.ourweekly.com/issues-archive/olympic-hurdle>

His volume and our selection of the first few towns: OUR MAIN TOWNS AND VILLAGES

Dates of their foundation

(Both the French and English versions are bound into one volume. You are reading the English version as is. Iw.)

Before entering deeply into the matters treated in this booklet, allow me, dear reader, to present to you our principal towns and some of our villages. A short descriptive legend will accompany them of the epoch of their foundation. By this way the Old and the New World will be known. (C. H.)

Acul- du -Nord. Christopher Columbus arrived in this bay on December 21, 1492. In 1494, at the time of his second trip, Colombus constructed at the entrance of the bay a small fort designated by the name of St. Thomas. First indigo factory established at Acul-du-Nord. It was also in this village that a case of leprosy was observed for the first time. Distance from Acul-du-Nord to Cap-Haitian is 12 kilometers.

Anglais. Received this name on account of the several landings made by the English soldiers, for the first time in 1682 and the last in 1798. Distance from Caves 65 kilometers.

Anse- à -Foleur Haunt of pirates and buccaneers. (1) This village was founded after the year 1670. At that time the village was designated as Anse- à -Voleurs which means Haunt of Thieves. Distance from Port-de-Paix: 24 kms. and from Cap-Haitian: 171 kms.

Aquin. Built not far from Vieux-Bourg, which was formerly the Indian village of Yaquimo located in the province of Xaragua (Southern and Western Departments). Columbus landed at Aquin in 1494. Five years later, Alonzo de Ojeda landed there accompanied by Americo Vespuce (5th of September).

The commercial activities of Aquin are quite important. Motor-transport open communications between Aquin and other towns. Delicious oysters are to be found there. Distance from aux Cayes, 62 kms. from Port-au-Prince, 145 kms.

Arcahaie. Is the ancient Acayha of the Caciques (Indian chiefs). It was at Arcahaie that the Haitian flag was created by J. J. Dessalines, in 1803. Arcahaie deals principally in plantain-trees, palm-trees, grapes. Distillery plants. The town is connected with Port-au-Prince and St-Marc by railroad. Distance from Port- au-Prince 48 kilometers, from St-Marc 52 kilometers. Not far from the harbour is the lighthouse <<Phare des Arcadins>>.

Bombardopolis. Is established on a verdant and fertile spot. A rich plantation that belonged to Mr. Aublet. In 1778, Mr. Bombarde, a French financier and botanist of the King, at Cayenne, organized this plantation. In souvenir of this kind service, Mr. Aublet gave the name of Bombarde which is still in use. At Bombardopolis there exists a well known fishery. Distance from Môle-St Nicolas 20 kms, from Port-de-Paix 95 kms.

(Le) Borgne. Received its name from Mr. Le Borgne de Boynges, a French colonist (1783), who was the donator of that land. In this Commune there exists a spring of black ink. The Government should try to draw some advantage of that. Reputed oranges in that region. Temperature, mild. The patron Saint's day, November 4. Distance to Port-de-Paix 41 kms, to Anse à- Foleur 19 kms.

Cape-Haitian. Founded in 1670 by the filibusters, this city was designated by the name of Cap-Français at the time when Haiti was a French Colony, and was the most considerable town in the West Indies Cape-Haitian is a heroic city. Toward East and not far from the city is Guarico which was formerly the capital of Marien of the 'Chemes' (Northern Department). The fortifications of Picolet were designed by Vauban.

To-day, Cape-Haitian is the second town after Port-au-Prince, and is an important commercial port. Large plantations of coffee, sugar cane, sisal and tobacco. Also large plantations of pineapples of the Hawaiian variety. The fruits are packed by the Company for exportation. Hotels, theater, moving pictures. There is also an electric light service in the city. A bishop resides at Cape- Haitian.

The northern section of the <<Compagnie Nationale des Chemins-de-Fer>> at Cape-Haitian runs through Grande-Rivière-du-Nord and Bahon. Distance from Port-au-Prince 281 kms, from Port-de-Paix 168 kms, from Santo Domingo 406 kms. There is a lighthouse and undersea cable service at Cape-Haitian (See Milot for information concerning the Citadel).

Fort Saint Thomas, Indians, filibusters, buccaneers, black ink, Acayha, Yaquimo, Xaragua, Milot... Do these words fire your imagination, beloved readers?... The tourism industry, with its possibilities for a better life, will involve the whole country with the rebuilding of our roads. The main highways first!

(1) At the beginning of the 17th century, Adventurers came and established themselves in the Island of La Tortue. Hunting was their main occupation. They were called <<buccaneers>> because they used to broil the meat of wild animals On boucans (gridirons serving for this purpose). Soon they started piracy and became the terror of the American seas They were then designated as <filibusters.>> In 1638, they abandoned this dishonorable state to enter a regular, honest and sedentary life.

Next week, we go back to Victorious Attitude with:

Love purifies, raises, regenerates; The manner of Love.

Le tourisme en Haïti : Un potentiel solide

Par Irlène Whiteman

Constantin Henriquez en peu de mots

L'arrière grand-père de Constantin était Portugais. L'on retrouve son grand-père, Judas Ruben Henriquez de Zubiera immigrant aux Pays-Bas, puis à Port-de Paix, Haïti où il épousa Georgina Bastien dont il eut huit enfants parmi lesquels, Alfred. Celui-ci épousa Lucie Elie et ils eurent trois enfants dont Alphonse et Constantin. Étudiant en médecine à Paris, Constantin devint joueur de l'équipe française de rugby au poste de trois-quarts centre. Il participa aux Jeux olympiques de 1900 avec son équipe et reçut une médaille d'or, aussi au tir à la corde qui lui valut une médaille d'argent. Il est le premier Noir à être ainsi couronné.

C'est lui qui introduisit le football en Haïti, en 1904, et fonda, avec son frère Alphonse, avocat, L'Union sportive haïtienne (USH). Il devint sénateur en 1950, il est décédé en 1957.

Sources:

http://fr.wikipedia.org/wiki/Rugby_a_XV_aux_Jeux_olympiques_d%27_été_de_1900#mw-head#mw-head

<http://www.haiti-culture.com/sport.html>

http://records.ancestry.com/Judas_Ruben_Henriquez_records.ashx?pid=27997448

<http://www.ourweekly.com/issues-archive/olympic-hurdle>

Son ouvrage et notre sélection des toutes premières villes NOS PRINCIPALES VILLES ET NOS BOURGS Époque de leur fondation

Avant d'entrer dans le fond des matières traitées dans cet opuscule, souffrez, ami lecteur, que je fasse passer devant vous nos principales villes et certaines de nos bourgades. Une courte légende les accompagnera, agrémentée de l'époque de leur formation. C'est un excellent moyen d'en connaître l'ancienneté ou la nouveauté (C.H.)

Acul-du-Nord. Christophe Colomb entra dans cette baie le 21 décembre 1492. Il construisit, à l'entrée de la baie, le fortin Saint-Thomas à son deuxième voyage, en 1494. C'est là que fut établie la première indigoterie. C'est également dans ce bourg que fut observé le premier cas de lèpre. Distance du Cap, 12 km.

Anglais. Tire son nom des nombreux débarquements opérés — la première fois en 1682 et la dernière en 1798 par les Anglais. Distance des Cayes, 65 km.

Anse-à-Foleur. Repaire de pirates et de boucaniers. Fut fondée postérieurement à 1670; à cette époque le bourg s'appelait Anse-à-Voleurs. Distance de Port-de-Paix, 24 km, 171 km du Cap.

Aquin. Bâtie non loin du Vieux-Bourg, celui-ci a été le hameau indien Yaquimo sis dans la province du Xaragua (départements Sud et Ouest). Colomb y débarqua en 1494. Cinq années plus tard Alonzo de Ojeda y atterrissait en compagnie d'AmériqueVespuce (5 Sept.). Commerce assez important. Quelques industries. Une maison haïtienne, fondée par M. Morisseau, met en conserve — d'après les plus récents procédés hygiéniques — d'excellents ananas cultivés dans les champs de la région aquinoise. Le service des autos la relie aux autres villes. Huitres délicieuses. Distance des Cayes, 62 km, de P-au-P., 145 km.

Arcahaie. C'est l'ancienne Acayha des Caciques. Création du drapeau national (1803) par J.-J. Dessalines. Bananerie. Palmeraie. Raisins. Distillerie. Chemin de fer. Distance de la capitale, 48 km; de St-Marc ,52 km. Non loin de ce port se trouve le phare des Arcadins.

Bombardopolis. Établie sur un verdoyant emplacement vers 1740. Riche plantation appartenant à M. F. Aublet. En 1778, M. Bombarde, Français financier et botaniste du Roi à Cayenne, organisa la région. En souvenir de ce bienfait, M. Aublet conserva le nom Bombarde qui s'est perpétué jusqu'à nous. Pêcherie renommée. Distance du Môle St Nicolas, 20 kms, de Port-au-Prince, 95 km.

(Le) Borgne. Don de M. Le Borgne de Boynges, colon français (1783). Dans cette commune se trouve une source d'encre noire située dans une grotte. Le gouvernement devrait chercher à en tirer profit.

Oranges renommées. Température très douce. Fête patronale 4 novembre. Distance de l'Anse-à-Foleur, 19 km.

Cap-Haïtien. Fondée en 1670 par les flibustiers, s'appelait Cap-Français pendant l'époque coloniale et fut la ville la plus considérable des Antilles. Cité héroïque. Non loin, plus vers l'est, se trouve Guarico, ancienne capitale du Marien (dépt. du Nord) des « Chémès ». Les Fortifications du Picolet ont été dessinées par Vauban. Tabac. Industries diverses. Terrain de sports. Magnifique plantation d'ananas —v ariété hawaïenne. Une manufacture les met en conserve. Théâtre. Cinéma. Electricité.

Aujourd'hui la seconde ville, après Port-au-Prince. Port très commerçant. Grandes plantations de café, canne à sucre, sisal. Hôtels. Évêché. Chemin de fer (tronçon nord de la C.N. C.H.) traversant Grande-Rivière-du-Nord jusqu'à Bahon. Distance de Port-au-Prince, 281 km, de Port-de-Paix, 168 km, de Santo-Domingo, 406 km. Phare. Câble sous-marin (Voyez le mot Milot pour la Citadelle Henri).

Fort Saint Thomas, Indiens, flibustiers, boucaniers, encre noire, Acayha, Yaquimo, Xaragua, Milot... Que vous suggère votre imagination, amis lecteurs ?... Le pays s'ouvrira au tourisme et ses possibilités de mieux-être avec la réparation de nos routes. Commençons par les nationales !

(1) Au commencement du XVIIe siècle des aventuriers vinrent s'établir dans l'île de la Tortue où ils vécurent de chasse. On les appela boucaniers parce qu'ils fumaient la viande des animaux sauvages dans des « boucans » (grils servant à cet effet). Mais bientôt ils se livrèrent à la piraterie et furent la terreur des mers américaines. On les désigna alors du nom de flibustiers. En 1698, ils abandonnèrent leur état déshonorant pour se soumettre à la vie régulière, honnête et sédentaire.

La semaine prochaine, à lire dans L'Attitude victorieuse :

L'amour purifie, élève, régénère; La manière d'agir de l'amour.

Touris an Ayiti : Yon pakèt potansyèl

Jis kèk mo sou Constantin Henriquez

Gran granpapa Constantin te moun Pòtigal. Granpapa li, Jida Riben Anriquez de Zubiera, imigre al viv an Oland, epi PòdPè, Ayiti, kote li marye ak Jòjina Bastien avèk ki li te fè wjèt pitit, youn ladan yo te Alfrèd. Alfrèd marye ak Lucie Elie epi yo te gen twa pitit, 2 ladan yo te Alphonse ak Constantin.

Pandan ke Constantin t'ap etidye lamedsinn a Pari, li te vinn jwe nan ekip rigbi LaFrans nan pozisyon 'twa ka sant.' Li te patisipe nan Je olenpik nan ane 1900 ak ekip li, e li te pran yon meday lò, menm jan nan je'Tire kòd,' kote li te soti ak yon meday an ajan. Se te premye Nwa nan list-wa Je olenpik ki te resevwa pri sa yo. Se limenm ki te entwodwi foutbòl (sòkè) an Ayiti nan 1904, e ki te fonde ak Alphonse, ki te avoka, yon sosyete spò, 'L'Union Sportive Haïtienne'. Li te vinn senatè an 1950. Li mouri an 1957.

Sources:

http://fr.wikipedia.org/wiki/Rugby_a_XV_aux_Jeux_olympiques_d%27_été_de_1900#mw-head#mw-head

<http://www.haiti-culture.com/sport.html>

http://records.ancestry.com/Judas_Ruben_Henriquez_records.ashx?pid=27997448

<http://www.ourweekly.com/issues-archive/olympic-hurdle>

Liv li-a ak premye vil yo ke nou chwazi GWO VIL AK BOUK NOU YO Epòk fondasyon yo

Anvan n'ale pi lwen nan sijè nou pral pale la a, tann pou mwèn, zanmi lektè mwèn, ke'm fè pase devan je w gwo vil prensipal ak kèk ti bouk nou yo. Yon istwa kout akonpaye yo, ki di tan yo te kreye yo. Sa-a se yon mwayen ki fè konnen si yo ansyen oubyen nouvo. (C.H)

Akil-di-Nò. Jou 21 desanm 1492, Kristòf Kolon antre nan bè sa-a. A lantrè li, lè dezyèm vwayaj li an 1494, li bati yon ti fò li rele Sen Toma. Se la ke premye faktori digo te etabli. Se nan bouk sa-a tou ke yo te obsève premye moun ki te gen pyan. Distans ak OKap ,12 km.

Zangle. Non sa a vini de Angle ki te konn debake la, premye fwa an 1682 ak dènye fwa an 1798. Distans ak Okay, 65 km.

Ansafolè. Refij pirat ak boukanye. Fonde apre 1670; epòk sa-a non bouk-la sete Ansavolè. Distans ak Pòdpè,24 km, ak Okay, 171 km.

Aken. Bati pa lwen Vye-Bouk, non li te Yaquimo, yon vilaj endyen nan pwovens Xaragua (dépatman. Sid ak Wès). Kolon te debake la an 1494. Senk ane apre, Alonso De Ojeda te ateri la ak Américo Vespuce (5 septanm). Komès ase enpòtan. Gen kèk endistri. Yon maison ayisyen ke Mesye Morisseau fonde mete — dapre dènye teknik ijyèni —bon anana ki grandi nan jaden zòn nan.

Sèvis machin transpòte yo nan lòt vil yo. Gen bon zwit la tou. Distans ak Okay, 62 km, ak P-au-P, 145 km.

Lakayè. Sa a se Akaya Kasik yo (chèf endyen yo) te rele'l. Se la Jean-Jacques Dessalines te fè drapo nasyonal la an 1803. Plantasyon bannann, palmis, rezen.

Gen gildiv, chemendefè. Distans ak Pòtoprens, 48 km, ak SenMak ,52 km. Pa lwen pò a gen yon fà ki rele Arcadins.

Bonbad. Etabli sou yon anplasman tou vè an 1740. Plantasyon rich pwopriyete Mesye F. Oblè (Aublet). An 1778, Mesye Bonbad, finansye Rwa Franse, botanis (syantifik ki okipe plant) nan Kayèn, òganize reyjon an. Pa rekonesans, Mesye Oblè kenbe non-a ki dire jiska prezan. Lapèch enpòtan. Distans ak Mòl Sen Nikola, 20 km, ak Pòtoprens, 95 km.

Obòyn. Yon kado Mesye LeBòyn De Bwanns, kolon franse (1783). Nan bouk sa-a, gen yon sous lank nwa ki soti nan yon twou wòch, nan yon gròt. Gouvènman-an ta dwe chèche tire pwofi de sa. Bon kalite zoranj. Tanperati dous. Fèt patwonat 4 nov. Distans ak Ansafolè, 19 km.

Kap-Ayisien. Flibistye te fonde'l an 1670, li te rele Kap-Franse pandan peryòd kolonyal la, e li te pi gwo vil nan Karayib-la. Yon vil ewoyik (ki bray nan lagè). Pa lwen, plis alès, se Gwariko, ansyen kapital Maryen (Depatman Nò) « Chemes yo ». Fortifikasyon Pikolè te travay Vauban. Tabak. Plizyè endistri. Teren espò. Bèl plantasyon anana — kalite ki donnen Awayi. Yon faktori mete nan bwat. Teyat. Cinema. Elektrisite.

Dezyèm vil ki enpòtan, jodi-a apre Pòtoprens. Pò trè komèsyal. Gwo plantasyon kafé, kanansik, pit. Gen yon Eveche. Tren (pòsyon Nò nan CNCH) pase pa Grann-Rivè-di-Nò ale jis Bawon. Distans ak Pòtoprens, 281 km, ak PòdPè 168 km, Santo Domingo 406 km.Gen yon fà. Kab soumaren (Gade mo Milo pou Sitadèl Anri).

Fò Sen Toma, Endyen, flibistye, boukanye, lank nwa, Akaya, Yakimo, Xaragua, Milò... Eske'w mo sayo pa deja sijere sa'n kab fè ak devlopman touris, zanmi lektè?... Se tout peyi-a ki va gen chans myezèt ak reparasyon wout nou yo. Ann kòmanse pa nasyonal yo!

(1) Nan kòmansman disetyèm sièk, kè avanturyè te vinn etabli yo nan lil LaTòti kote yo te viv de lachas. Yo te rele boukanye paske yo te konn fimen vyann bèt sou bwa "boucan" (griy ki te sèvi pou sa). Men, anvan lontan, yo tonbe nan pirataj e te laterè lannè Zantiy yo. Lè sa-a, moun te rele yo flibistye. An 1698, yo kite eta dezonzè sa-a pou soumèt yo a yon vi regilye, onèt e pezi

Semèn pwochèn, nou tounen ak Atitid Viktoryèz ak : Lanmou pirifye, elve, regenere; Ki jan lanmou aj.

Blagues de Louis

En traduisant en français des blagues conçues et écrites en allemand, Louis, citoyen haïtien-allemand, jette un pont culturel entre la franco-créolophone Haïti et la germanophone Allemagne qui réunit Prussiens et Bavarois.

1565— Un représentant revient d'un long voyage plus tôt que prévu à la maison. Il sonne à la porte. Sa femme ouvre. Elle est toute nue. Elle recule un peu surprise et reproche : — « Mais... Tu as sonné comme le facteur... »

1566— Une jeune fille attend avec son vélo de montagne au niveau des feux. Un policier à cheval lui demande : — « Eh bien, ma fille, as-tu reçu ton vélo de Santa Claus ? »

La jeune fille répond : — « Oui, je l'ai eu ! »

Le policier : — « Désolé, mais je dois avec regret te décliner 20 €. Dis à Santa Claus que l'année prochaine, il doit t'emmener un vélo avec réflecteurs, d'accord ? »

La jeune fille lui demande : — « Avez-vous le cheval de Santa Claus ? »

L'officier de police réfléchit un moment et puis hoche la tête. La jeune renchérit : — « Eh bien, dites à Santa Claus l'année prochaine de placer le trou du cul à l'arrière du cheval et non au dessus de l'animal ! »

1567— Un renard dans un parc safari voit venir un lion vers lui. Impossible de fuir. Il voit tout à côté le squelette d'un lion. Le renard s'assied à côté et quand le lion arrive à portée de voix, il se lèche le nez et dit comme à lui-même : — « C'était un lion délicieux. J'espère bientôt pouvoir déguster un second ! »

Le lion se dit que « la prudence est la meilleure partie du courage », et s'éloigne discrètement.

Un singe, un peu cafardeur, qui assistait à la scène, va trouver le lion et lui dit qu'il a été dupé.

Quand les deux reviennent au renard, ce dernier fait semblant de ne pas les voir. Il dit à haute voix et d'un ton impatient : — « Mais où reste ce singe ? Il y a près de deux heures qu'il est en route pour



m'appâter un autre lion ».

1568— Une femme appelle un plombier, mais il ne peut venir que le lendemain matin. Comme elle est absente à ce moment, elle lui dit : « Je vous laisse la clé de la maison sous le paillason. Réparez le lave-vaisselle et laissez le bordereau sur la table de la cuisine. N'ayez pas peur du chien, il ne vous fera rien. Mais, en aucun cas

vous ne devez parler au perroquet ! » Quand le plombier arrive le lendemain, tout était comme prévu. Le chien était l'animal le plus effrayant qu'il n'avait jamais vu. Mais il restait très calme, se contentant de rester tranquillement et de l'observer faire son travail.

Le perroquet, par contre, lui jetaient des noix, poussait des cris, des jurons, et le bombardait en permanence d'expressions les plus viles. Enfin, le plombier n'a pas pu se retenir plus longtemps et il a crié : — « Tais-toi, vilain oiseau, stupide ! »

Le perroquet réagit instantanément : — « Pluton ! Prends-le ! »

1569— Un avocat était assis en face d'une blonde. Il s'ennuie et lui demande si elle veut jouer avec lui. — « Je vous pose une question ; si vous ne connaissez pas la réponse, vous me payez cinq euros. Et vice-versa ». La femme refuse. L'avocat surenchérit : — « D'accord, si vous ne connaissez pas la réponse, vous payez cinq euros, mais si je ne connais pas la réponse à votre question, je paie 500 euros »

La blonde est d'accord. L'avocat demande : — « Quelle distance sépare la terre de la lune ? »

Sans dire un mot, la femme lui tend cinq euros.

— « Merci ! dit l'avocat, à vous maintenant ! »

— « Qu'est-ce qui monte la colline avec trois jambes et en redescend avec quatre jambes ? »

L'avocat est perplexe, il branche son ordinateur portable pour envoyer des emails, faire des recherches sur Internet, en vain. Après une heure, il renonce. Il réveille la blonde et lui donne 500 euros.

— « Merci », dit-elle. L'avocat demande : — « Quelle est la réponse ? »

Sans dire un mot, la blonde lui donne cinq euros.

1570— Mme Mueller veut acheter un perroquet et va dans la boutique pour animaux domestiques. Elle découvre tout de suite une offre spéciale : Un perroquet, pour 10 € seulement ! Surprise, elle demande au concessionnaire pourquoi le beau perroquet était si bon marché. Il répond : — « Eh bien, la chose est ainsi. Le perroquet a vécu dans une maison de plaisance et depuis il répète sans arrêt des mots assez vulgaires ».

Mme Mueller décide malgré tout d'acheter l'oiseau. Elle place la cage avec le perroquet dans le salon.

Le perroquet regarde autour de lui et coasse : — « Oh ! Un nouveau bordel et une nouvelle patronne ! » Mme Mueller est choquée au début, mais décide ensuite de ne pas prendre la chose trop au sérieux. Lorsque ses deux filles rentrent de l'école à la maison, le perroquet coasse de nouveau : — « Oh ! Un nouveau bordel, une nouvelle patronne et deux nouvelles putes ! » La mère et ses deux filles sont d'abord un peu offensées, mais ont très vite décidé de ne pas prendre la chose au sérieux.

Un instant plus tard, le père rentre à la maison. L'oiseau le voit, et coasse : — « Bonjour Roland ! »

Floride en vrac

Le sud de la Floride : terrain propice aux mauvais investissements



Par Michel Léandre

Le ministre de la Justice des États Unis, Eric Holder, a eu, cette semaine, une séance de travail en Floride portant sur les modes d'investissements effectués dans cet État et une pratique de fraudes ou faux investissements organisés par des groupes de mercenaires qui font miroiter aux yeux de potentiels investisseurs des profits exagérément élevés en vue de les faire succomber, sans s'en apercevoir, à une chaîne de truands sans vergogne.

En effet, d'après les explications données par M. Holder, il n'y a pas d'investissements à proprement parler dans la presqu'île du sud-floridienne, ces derniers temps. Des bandits et même des avocats se retrouvent aujourd'hui derrière les barreaux pour avoir chapeauté et amassé des sommes considérables aux dépens d'investisseurs insoupçonnés. Ces bandits arrivent à convaincre de paisibles familles à investir leurs économies dans l'espoir de pouvoir gagner gros en retour. Ces chenapans arrivent à tromper même des professionnels qui se voient dépouiller de leur argent tant ces faussaires opèrent de manière

sophistiquée.

Selon les informations fournies par Eric Holder, depuis des décennies, le sud de la Floride recèle un nombre important de truands. Les forces l'ordre aux aguets ne parviennent pas à les identifier et à repérer leurs bases d'opération. Forcés de démobiliser pour éviter de se faire pincer, ces criminels finissent toujours par refaire surface et à recommencer leurs activités sous d'autres noms et à de nouvelles adresses.

Dans le cadre des enquêtes menées par les autorités, des dizaines de faux professionnels de la santé se font appréhender parce qu'opérant sans licence et sans être munis de diplômes pour pratiquer. On y trouve aussi des médecins bidon, de faux ingénieurs et des ouvriers d'autres professions s'adonnant à des trafics illégaux au détriment de Medicare ou de Medicaid. De faux dentistes pullulent dans les quartiers de Little Havana, de Little Haiti ainsi que dans d'autres communautés et se font payer au prix fort pour leurs traitements qu'ils donnent. Bon nombre d'entre eux sont arrivés jusqu'à percer le mystère en s'octroyant une licence de fonctionnement sans qu'on sache à quel prix.

Pour ce genre d'activités, les malfaiteurs trouvent un terrain propice dans le sud de la Floride, opérant jusqu'à réaliser des sommes importantes dans la création de faux investissements. Mais avec la vigilance des autorités, qui ne chôment point, en plus d'être investies de pouvoirs spéciaux pour contrecarrer l'œuvre de ces criminels, on peut s'attendre à un changement de stratégie de la part de ces malfaiteurs. Nous reviendrons la prochaine fois avec des données chiffrées.

Maison Gingerbread en tres bon etat a affermer au No. 33 angle Titus et Charles Jeanty a la Place Jeremie.

En face de l'hotel Oloffson.

4 grandes chambres et 2 petites. 2 grandes toilettes. Confort moderne.

A l'etage, galerie donnant sur 2 rues.

Excellente pour Bureau

Tels.: 3796-4080; 3647-6420 (Proprietaire)



TERRAIN À VENDRE EN HAÏTI

À Delmas, terrain mesurant 50 x 100 entouré d'arbres fruitiers, zone Sainte Altagrâce. Pour informations, 718.454.3638. Tél. cellulaire : 718.374.1517.

Maison Gingerbread en tres bon etat a affermer au No. 33 angle Titus et Charles Jeanty a la Place Jeremie.

En face de l'hotel Oloffson.

4 grandes chambres et 2 petites. 2 grandes toilettes. Confort moderne.

A l'etage, galerie donnant sur 2 rues.

Excellente pour Bureau

Tels.: 3796-4080; 3647-6420 (Proprietaire)

DR KESLER DALMACY

"Board
Certified
& Award
Winning
Doctor"



Cabinet médical
Lundi – Samedi

MÉDECINE CHIRURGIE

Examen Physique sur écoliers, Traitements pour douleurs, fièvre, Immigration, familial Infection	et de	Tumeur, Hernie Circuncision Tests de sang grossesse Grippe Planning
--	-------	---

Prix abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5567

Kreyòl

Soti nan paj 6

Sizi : Nan lane 1986, mwen te gen 5 kan. Mwen sonje anpil bagay ki rete pou mwen move souvi. Nou gen yon pwoblèm paske nou pa respekte lòt. Mwen te aprann ke se ansyen prezidan Jan-klod Divalye ki te prezidan e ki te kouri kite peyi a pou te evite anpil san pat koule e pou san pa li pa't koule tou. Ou konnen nan batay anbil kout fize ap tire pasi pa la, ou pa konnen ki kote y'ap soti.

Kantav : Mayifik, sè mwen. Ou mèt kontinye pale.

Sizi : Monchè, Janklod te kite vre, men anpil san te bouyi jiskaske yo sèche.

Kantav : Ki sa w di, Sizi ?

Sizi : A, monchè, ou tande sa m di a. Ou vle m repete l ? Mwen di, anpil san te bouyi jiskaske yo te seche.

Kantav : Ou vle di tèlman yo te boule moun vif nan mouvman dechoukay la ki nòmalman pa yon bon ekzanp pou nou menm ki te trè jèn.

Sizi : Se sa m konnen, Kantav pa yon revenan tankou bann lavalasyen yo ki konprann yo kapab retounen sou moun. Kòm se yon pakèt vagabon, yo pral ajè avèk yo an vagabon pou yo konprann byen gen yon gouvènman anplas e ke lajistis ap itilize tout mwayen legal kont tout vagabon.

Kantav : Se sa ki reyèlman fè anpil ti jèn nou yo vin tounen delenkan e tonbe nan tout sa k pa bon. Mwen rete kwè ke chanjman an ap fèt kanmenm, depi gen volonte pou fè bon bagay.

Sizi : Mwen konprann ou byen, frè mwen. Pa bliye gen yon divizyon ki blayi nan peyi a depi 1986, ki ranfòse pa yon Konstisyon 1987 tèt chaje, yon pasaj Lavalas pou rive jouk jounen jodi a. Sa vrèman tris ! Peyi nou nan gwo pwoblèm.

Kantav : Wi, sa vrèman tris, paske nou reyèlman nan ka.

Sizi : Nou nan ka tout bon. Lavalasyen yo pa manke san jèn, san santiman. Mwen santi m jennen pou m wè bann san manman sa yo ki pèdi pouvwa yo e ki pwofite sikonstans la pou repriman pouvwa a ki se byen manman yo ak papa yo. Moun sila yo pa manke sanwont, san santiman pou yo konprann yo kapab vin sou moun ankò. Kidonk, pa gen moun nan peyi a pou se konsa bann machann peyi yo panse.

Kantav : Se pa fèt yo menm. Se fèt K-Plim ak Tinèp Dèlpe ki te lage Aristid nan kòsaj nou. Mesye sa yo te sipoze nan mawon, paske se yo menm ki lakòz peyi a tonbe nan tchouboum. Olye pou yo ta

pran chaplè yo pou mande pèp la padon pou erè sa yo te komèt ak mal sa yo fè peyi a, yo jwenn mwayen ap ranse tout lasent jounen nan frappe lestomak yo kòm moralis. Ayisyen pa gen bon lògèy. Se lògèy chen yo genyen pou yo kite Tinèp avèk K-Plim ap ranse e bay opinion yo jodi a nan sityasyon malouk yo mete peyi a. Lavalasyen yo se tèt poul. Yo pou bokou e yo responsab malè peyi a nan tout sans. Peyi a tonbe nan dlo Lavalas kowonpi e ki santi nan nen tout moun. Ala de traka pou lave kay tè. Se mesye sa yo ki responsab malè peyi a e ki gen kouraj ap pale konsa. Jou a ap vini pou pèp la pran menli pou fè jijman li san padon. Nou bouke avèk sityasyon sa a.

Lavalas la se yon kansè pou peyi Dayiti

Sizi : Monchè, Kantav, nou pran anpil. Tèlman nou pran, yo di ke se pichon yo lage sou peyi a pou nou pa janm rive regle anyen. An verite, si nou kite Lavalas sa a retounen nan peyi a, ka nou nan sans sa ap reyèlman grav pase jan li ye jodi a. An verite nou pran nan 3 wa si nou fè sòt kite menm moun sa yo anvayi nou. Bagay yo grav pase aksan grav. Nou tande Lavalas la. Mwen menm Sizi gen dwa di san regrèt e san pè ke Lavalas la se yon kansè pou pèp ayisyen an. Se li menm ki pote tout malè yo nan peyi a.

Kantav : Ou pa manti, sè m. Lavalas la se yon fenomèn. Se menm Lavalas yo k'ap kontinye a paske se yo menm ki konvèti an Inikite pou bloke peyi a pou anyen pa fouti regle. Yo gaye kriz toupitou. Sèlman, sa m wè pou yo, se nan nen yo pral bwè dlo paske : « Jan chache, Jan twouve ». Li lè pou peyi a pran yon ti souf.

Sizi : Ou pa manti, gason. Ou sòlve yon pwèn ki enpòtan anpil. Mesye yo pa ta renmen wè peyi a avanse. Y'ap mete bwa nan wou nouvo administrasyon an pou li pa revisi. Mesye yo mekan. Y'ap chache tout mwayen pou yo anpeche gouvènman an mache, paske se pa yo menm ki sou pouvwa. Yo mekan e yo tout se ravèt. Nou pral achte begon pou flite tout pou peyi a gen lapè l avèk bann malonnèt yo k ap sikile e ki enpoze moun viv. Yo pa vle gouvènman an fè tèm li e yo mande pou l rache manyòk li, bay tè a blanch pou yo retounen. Yo pap 6 !

Kantav : Prezidan peyi a dwe itilize yon lòt estrateji pou li rive fè tout sa li gen pou li fè. Mesye yo fèk koumanse ap fè dilatwa pou yo anpeche travay yo fèt. Depi se

ekip sa a ki sou pouvwa a nan palman, pa gen anyen serye k'ap regle. Mesye yo vin pou fè dezòd. Se fèmèn palman e dirije par dekrè, paske yon peyi pa sipoze ap fonksyone konsa. Demokrasi a tounen yon lisans pou mesye yo fè dezòd. Se pou gouvènman an pran tout responsab l pou l jere bagay yo. Si yo vle itilize tout mwayen pou ankouraje dezòd nan peyi a pou pèp la dwe ap kontinye souffri. Peyi Dayiti plonje nan grangou depi aprè 7 fevriye 1986. Pa gen okenn moun ki janm fè yon bagay serye. Manifestasyon pa janm jete gouvènman. Taktik yo itilize a p'ap janm reyalize. Gouvènman an gen yon bann move siye nan lachann nan ki enpoze l fonksyone. Li dwe degaje l pou fè tout sa l konnen pou mete lòd. Ayiti gen twò lontan l'ap souffri anban men bann denmèplè, reyaksyonè ak teworis yo. Jodi a fòk nou pa ba yo okenn jwen pou yo pase. Se pou gouvènman an repanse e itilize lòt mwayen pou li rive pèse.

Si pa gen sitirè, pa gen volè

Sizi : Janchwal pran pòz li se wa nan peyi a. Ou wè li tounen chwal pou l monte l ankò. M'sye gen pou l fini tankou yon kreyon, paske l pa gen respè pou pèsan. Ou gen Nyoutonn ki cho devan bann nan pou l fè lese frappe. Sèlman, ap gen kriye e se p'ap fèt pèsan. Lè sa a mwen va chante pou yo :

« Danbala wè do

Se bon, se bon !

Ezili wè do

Se bon, se bon !

Lè ma monte chwal mwen

Tout moun va kriye ».

Kantav : Anverite, yo gen pou yo kriye. Tan an pa lwen. Sizi, nou gen yon palman reyaksyonè ki toujou ap preche vyolans. Depi 1986 se vyolans k'ap pran lari. Kouman fè yon senatè, oubyen gwoup senatè yo ap pale de koupe tèt. Non, se pa serye, mezanmi, pou nou toujou nan menm chire pit sa a kote divizyon an ap vale teren. Nou sou yon okipasyon modèn ki va tounen yon okipasyon reyèl. Se sa tout mesye Linikite yo vle. Si yo te kapab mete prezidan-an atè, yo t'ap fè l san gade dèyè. Sepandan, y'ap ajè anba-anba pou Lavalas la repriman jarèt nan peyi a. Se nan sans sa a reyèlman yo pa vle lame a retounen. Poutan, y'ap pale de Konstisyon 1987 la ki, nòmalman, pa janm kraze lame a. Nou kwè tout vagabon ki mete ansanm pou anpeche lame a retounen se yon bann ensanse. Yo menm bliye ke endepandans nou an fèt sou baz lame ayisyen. Bann Lavalas yo gen pou yo al dousman, paske tan yo fin pase e yo nòmalman pa gen dwa retounen sou pouvwa a. Se pou yo degèpi grenn pa grenn, paske yo se yon kansè pou peyi a.

Sizi : Se yon desepsyon pou pèp la. Toutotan moun sa yo anndan palman an, se yon andikap ak tèt chaje pou sosyete a. Yon pakèt palmanchè di yo nan kan popilè a. Nou ta renmen konnen de ki kan popilè y'ap pale. Si se manèv pou Aristid tounen sou pouvwa a, yo mèt bliye sa, paske pèp la pa nan Lavalas ankò.

Kasntav : Mwen kwè ou ekzat nan tout sa w di la a. Mesye yo gen anbisyon pouvwa. Yo ta renmen pran pouvwa a avè malgre yo toujou ap fè referans negativ a gouvènman Divalye yo. Yo chanje non sou non pou yo kapab retounen avèk Lavalas la ke pèp la boude kont li. Fòk yo fè anpil atansyon pou yo pa di si yo te kon-

nen. Se yon gwo mal ke Lavalas la fè peyi a pandan 25 kan. Yo konprann yo kapab vin fè dezòd pou gate tout bon mouvman k'ap fèt. Yo pran libètinaj pou demokrasi. Enben, yo tout pral konn Jòj.

Sizi : Wi, fòk sa fini. Yon pakèt bann volè ak kidnape e asasen tou anndan palman an. Sa fè nou tout tris pou nou wè se konsa tout entitisyon peyi a pouri e enfekte avèk maladi lapès. Nou pa fouti konprann sa k'ap pase konsa. Kantav, sa k ta di sa. Ki jan Ayiti fè desann ba konsa a. Nou pa dwe bliye ke se yon batay ki fèk kòmanse pou yo kapote gouvènman an pou yo repriman pouvwa a. N'ap fè yo konnen : « Se byen konte, mal kalkile ».

Kantav : Ou vle di : « Chat konnen, rat konnen, barik mayi a ap rete tenfas » ? Y'ap pale de iminite san yo pa menm konnen sa iminite a ye. Sizi, nan yon demokrasi tout bon vre, iminite pa vle di lisans pou w fè tout sa k pa sa : Kòm ou gen dwa volè, touye moun, kidnape moun, vyole moun, sove nan prizon, epi w vin kache lachann nan pou anyen pa rive w, pèsan pa ka manyen w. Nou konprann li gen iminite, men pou prestij palman an, gen dispozisyon ki pou pran pou bagay yo sa vin nan plas yo. N'ap founi je nou gade yo pou nou wè tout bon si apre nou se nou ki blayi nan peyi a. Nou konnen byen, entansyon yo se ranvèse gouvènman an. Kote yo soti ak lòjik sa a ? Kounnye a n'ap ret gade si yo p'ap tounen eskopyon.

Sizi : Antouka, frè mwen, p'ap gen sa pyès ! Nou konnen gouvènman an fè erè, men sa pa di pou otan pou yo koupe tèt minis yo. Ya gen tan konnen si y'ap gen pouvwa pou yo fè sa yo swete a. Y'ap veye yo nan tout demagoji y'ap fè, pou divizyon sa a ke Nèg Inite yo kontinye ap mete. Atansyon Tchali, afè volò bèf la gen pou l fini nan peyi a. Anpil moun ap tann lè lajistis pran kap li pou yo pote plent pou ou. Gen yon kesyon pèdi bèf nan Nò a ke anpil mou ap pleyen pou sa. Dwèt deja lonje sou ou paske w gen yon grenn zanno lakay ôfèv. Ou kapab konstate ke palmanchè yo ak anpil aktivis ki yo se fanm, kit yo se gason k'ap chofè pèp la, k'ap pouse pèp la pou fè dezòd, pou bloke peyi a, pou revòlte, se pou yo arete yo pou yo parèt devan jij natirèl yo.

Èske nou konnen pou kisa tout bri sa yo ?

Kantav : Eske nou vle konnen pou ki rezon tout bagay k'ap fèt yo la. Se pa pou granmes. Rezon ki lakoz tout bri nou tande yo se pou 11 milya dola yo tande ki la a pou rekonstwi Ayiti apre tranbleman tè a, ki lakoz je tout moun ki reyèlman pa bò tab la kounnye a ap fè dran-dran.

Refòm prese-prese nan lajistis

Sizi : Epi tou, fòk gen yon refòm danble nan lajistis, pou yo mete sou kote tout jij kowonpi ki abitye lage volè, kidnape, kriminel, kadejakè, depi yo ba jij kowonpi yo bon jan lajan pou yo byen menen. Sou menm penpen lan, ya tou fè yon jan ak notè, grefye volè k'ap volò kay an menm tan ak tè moun bay vagabon parèy yo pou lajan. Zewo tolerans pou kowonpi ak kriminel.

Kantav : Anverite, fòk chanjman an fèt nan peyi a. Nou rive nan yon kafou kote pa gen okenn respè youn pou lòt. Se sa ki lakòz y'ap derespekte yon prezidan, ki

se premye sitwayen peyi a. Se rèv tout lavalasyen yo pou yo dechouke prezidan an avèk tout ekip li a.

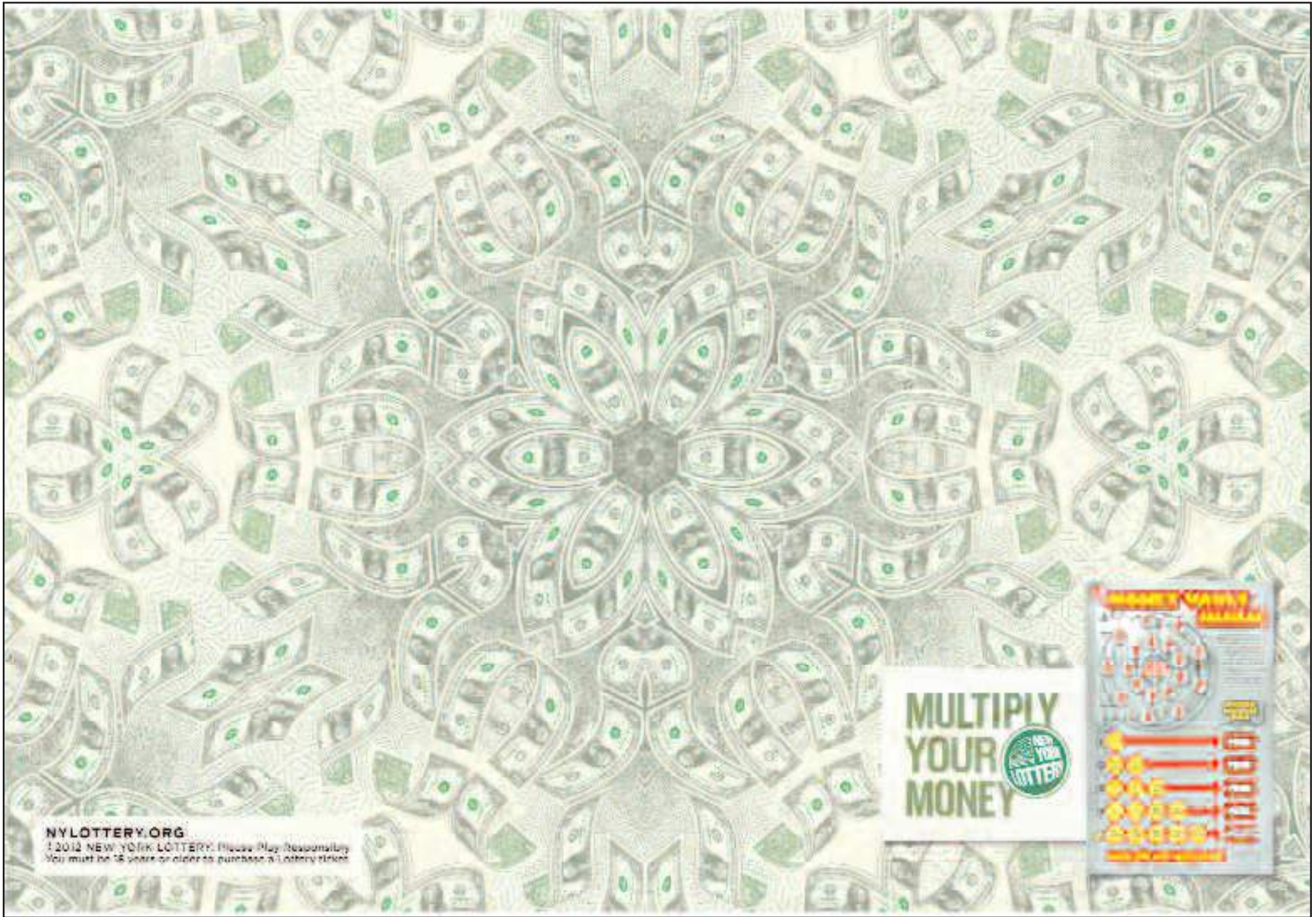
Sizi : Yo mèt sote-ponpe, sa y'ap chache a, yo p'ap janm revisi. Anpil nan yo al kache anndan palman pou yo ranje zafè yo. M'ap fè yo konnen ke jou k'ap vini yo ap trè nwa. Mesye lachann yo pèdi tout lòjik yo, paske yo pa janm regle sa yo gen pou yo regle. Kounye a nou nan yon sityasyon kote nou nan wout pou peyi a sakrifye. Se bann palmanchè yo k'ap lakòz nou nan pwoblèm. Se yon pakèt machann peyi ki definitivman pa konn valè nou. Yo rete nan achte figi ki p'ap janm regle anyen pou peyi a. Se pou prezidan an mete tout san fwa li sou li pou li rezoud tout pwoblèm peyi a nan ladwafi. Sepandan, nou konprann ke w ou gen yon pakèt lennmi nan palman an, men ou dwe fè bagay yo avèk taktik. Ou deja wè ke pèp la dèyè w, paske yo reyèlman pa koute vagabon yo pou te pran lari. Peyi nou an nan pwoblèm e nou dwe soti nan tout voksal li ye a. Gen moun ki bay prezidan 2013 pou l vole gagè. Si se sa yo swete, yo nan dlo e yo definitivman pa fouti naje pou yo soti. Kidonk, y'ap neye.

Kantav : Nou dwe retounen nan sous nou pou n kapab konprann wòl nou byen. Pa bliye ke ti liv Enstriksyon Sivik e Moral la dwe retounen. Mezanmi, nan ki sosyete serye yon entitisyon tankou palman sitire volè ak tout moun ki gen vis. Y'ap akize prezidan an de tout peche, paske se pa li menm yo te vle. Se Bondye ki voye l pou l chanje bagay yo e pou siye avèk tout vagabon yo. Se tande ya tande li p'ap fè tout tan li sou pouvwa a. Prezidan Mateli pa yon Aristid. Li se yon pèsanaj inik ki vin pou l fè yon travay valab e kontoune tout lennmi yo si yo konprann yo kapab kraponnen li. Yo fè tout manèv pou l pa't vin prezidan peyi a. Men sa Bondye vle se sa ki pou fèt, paske lèzòm pa gen okenn pouvwa pou anpeche plan Bondye. Yo di tout tenten pou l p'at menm pase nan premye tou, se li menm yo te wè nan premye ranje a. Moun k'ap anbete prezidan an e k'ap fawouche li gen pou yo frappe tèt zotèy yo. Se divizyon y'ap simaye nan peyi a. Nou gen yon sosyete ki rive konprann ke bann vagabon yo ap fè tenten pou yo pouse yon moun ke Bondye chwazi pou chanje bagay yo e pou mete tout bagay nan plas yo. Fòk nou soti nan twou kowonpi nou ye jodi a. Mwen p'at vote pou prezidan Michèl Mateli. Men piske li vin prezidan peyi a, mwen dwe koube mwen, paske se sa demokrasi a mande, respè youn pou lòt nan tout sans.

Sizi : Nou pa fouti konprann konpòtman bann demokrat ki reyèlman se demagog ki vle pran wont sèvi kolè. Nòmalman, nou pat vote prezidan Mateli. Se li ki vin prezidan pou 5 kan, nou dwe travay avèk li pou pwogrè peyi a. Sa nou pa fouti konprann se konpòtman mesye yo ki nan tout vye bagay dwòg ak tout move zak. Nou nan tout sa ki definitivman pa bon si nou kontinye ap viv nan malpwòpte sa a. Se pou prezidan an pran tout responsab l pou l mete lòd nan dezòd. Li pa nan pran ni priye, ni bay priye. Pa gen kesyon diktati lè se yon travay pozitif k'ap fèt. Komisyon pa chaj, paske s'ak pa kontan, anba-ke, paske n pa pè pap. Kantav, mwen jete m. Na wè. Pa bliye voye atik la ban mwen pa imèl. Mèsi.

Jan Bèbè
5 oktòb 20102

VICTIMES D'ACCIDENT
Real Estate, Testament, Divorce, Entreprises
CONSULTATIONS SPÉCIALES
ILYA E. PARNAS
AVOCAT
2190 Boston Rd. (Suite 1M)
Bronx, N.Y. 10462
www.parnaslaw.com
e-mail : ilyaparnas@gmail.com
Tél. : 718.824.8100 ¥
Fax : 718.824.4099.



LA TÉLÉCO VICTIME DE LA CORRUPTION INTERNATIONALE

La Global Voice et alliés dans l'échec de la compagnie d'État (Suite)

Suite de la page 5

d'explication sollicitées, encore par Léo Joseph, par le biais des deux adresses électroniques où il était possible de rejoindre le Premier ministre haïtien jusqu'à l'occasion du premier voyage de Martelly au siège des Nations, à New York.

Global Voice Groupe en Guinée, même stratégie, même victime

Au cours de ses pérégrinations en Afrique, colportant les expertises de la Global Voice Group auprès des puissants présidents, Premier ministres et ministres, sans oublier les responsables des sociétés régulatrices des télécommunications, et dont l'influence sur les décideurs n'est pas à minimiser, Laurent Lamothe a croisé de nombreux représentants de sociétés rivales de la GVG sur le terrain en Afrique. La présence de ces deux catégories d'homme sur cette terre suscite toujours une véritable « guerre » de présentations, qui se termine indubitablement en faveur de Laurent Lamothe et sa compagnie.

En effet, après avoir été victime de la Global Voice Group au Rwanda, en mars 2011, Roger

Zini, le directeur président général de N-Soft, s'est retrouvé, encore nez à nez avec Lamothe à Conakry, capitale de la Guinée, pour tenter d'y gagner ce que l'homme de la Global Voice lui a ravi au Rwanda.

En vertu du contrat proposé par la Global Voice Group agréé par le « ministère de Télécommunications et des nouvelles technologies de l'information de Guinée », l'entreprise de contrôle de l'industrie de télécommunications dans ce pays, l'accord se fait sur la base suivante : la compagnie de Laurent Lamothe « assure le contrôle de 40 millions de minutes par mois ». La prestation de GVG assure à Lamothe et à ses associés « 7 cents U.S. sur 12 cents par minute de communications internationales entrantes ». Soit 58 % de taxes qui donnent USD 2,8 millions \$ par mois, ou USD 33,6 millions par an ou 58 %.

En revanche, le contrat prévoit un pourcentage de 42 % des taxes pour la République de Guinée ou USD 2 millions \$. Soit un total annuel d'USD 24 millions \$ pour le gouvernement guinéen.

Ici encore, le coût du contrat de la Global

Voice est de loin supérieur à celui de N-Soft

Dans la présentation des services offerts par N-Soft, Roger Zini explique, dans une lettre en date de janvier, que « En se greffant en parallèle sur les interconnexions surveillées, la solution proposée par N-SOFT fonctionne en mode non-intrusif. Ce type de monitoring est dit passif et n'induit aucune dégradation de service sur les réseaux des opérateurs. De plus, N-Soft gère aussi bien le trafic Voix sur IP que le trafic SS7 alors que Global Voice/SystemOne ne gère que le protocole SS7 ». La lettre de la N-Soft termine ainsi :

« Ces qualités couplées au fait que N-Soft est un équipementier télécom, nous laisse penser que notre solution correspond scrupuleusement aux besoins de la République de Guinée.

N-SOFT n'est pas un opérateur de télécommunications ».

Dans la lettre datée du 2 juillet 2012 adressée au responsable de N-Soft l'annonçant que son offre n'a pas été agréée par le ministère guinéen des Télécommunications, Oye Guilavogui souligne : « Sans aucun doute, la solution N-Soft, telle que vous l'avez décrite, pourrait être un para-

mètre de garantie et de fiabilité des données de trafic départ et arrivée en Guinée ».

Les avantages offerts dans le contrat proposé par N-Soft ne rencontrent pas l'adhésion des dirigeants guinéens. Aussi le verdict du ministère dans le cas de la société française explique :

« Toutefois, l'examen du plan d'action 2011-2012 de 'ARPT fait apparaître que des initiatives allant au-delà de la simple proposition formulée dans votre lettre sont déjà prises et son en cours de réalisation ».

C'est le cas de dire « les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ». Car les propositions contenues dans les offres faites par Laurent Lamothe et Global Voice Groupe sont assorties de promesses d'arroser les autorités de millions en guise de reconnaissance pour leur coopération, qu'il a faites aux puissants des Etats africains où il a réussi à implanter sa compagnie.

Les témoignages sur la stratégie de développement de la compagnie de Lamothe laissent croire qu'elles reposent exclusivement sur la corruption des officiels.

Parallèlement à cette enquête que mène et publie H-O sur les activités de l'actuel Premier

ministre haïtien en Afrique, plusieurs enquêtes, de journalistes aussi bien que « gouvernementales », sont en cours. Selon des déclarations faites par des personnes évoluant au sein des enquêteurs, il y a de fortes chances que de nombreux contrats signés par des gouvernements africains avec la Global Voice seront bientôt abrogés.

Dans la prochaine édition seront analysés les méfaits de Lamothe et de Global Voice au Sénégal et les pressions qui ont été exercées par le syndicat des télécommunications pour faire annuler le contrat, environ six mois après que le président Wade eut ordonné qu'il soit signé. Désormais simple citoyen, M. Wade a connu des humiliations pour le rôle qui lui a été attribué par le gouvernement de son successeur dans la signature du contrat avec Laurent Lamothe et la Global Voice. La machine judiciaire du Sénégal mise en branle avait menacé des anciens collaborateurs de l'ex-chef d'Etat sénégalais au point que certains d'entre eux ont dû s'expatrier en France pour éviter de se faire passer dessus.



La HMI: Un voilier perdu en haute mer

Par Robert Noel

On dit que l'homme ne peut prévoir l'avenir. Cependant, il peut prendre des mesures pour garantir un lendemain meilleur. Ceci met en relief l'importance de la planification dans toute discipline. Je remarque qu'aujourd'hui le marché musical haïtien souffre d'une dégénérescence grave qui pourrait être évitée si les mesures nécessaires avaient été prises à temps. Il semblerait que plus les années s'écoulent, plus dure sera la remontée en amont. Pourtant, il y a une lueur d'espoir.

Une situation grave

Le marché musical haïtien traverse une crise qui, à mon avis, paraît irréversible puisque l'effort collectif ne se remarque pas encore, et cela à tous les niveaux. Il y a quand même espoir puisque nous connaissons les causes de nos pro-

blèmes. Il faut que les mesures nécessaires soient prises à temps pour éviter le pire. La HMI est comme un voilier perdu en haute mer alors qu'un tsunami s'annonce. La situation requiert l'assistance de penseurs pour éclairer l'esprit des personnes concernées. Le voilier risque de faire naufrage et aucun membre de l'équipage ne possède la faculté de nager. Vraiment, les causes du grand problème de la HMI sont connues de tous, à moins qu'on souffre de cécité. Le marché musical haïtien ne pourra jamais remonter le courant sans une participation collective.

La forme de musique que les groupes musicaux produisent aujourd'hui manque de substance, tant au niveau des compositions, des textes que des orchestrations. Tous les groupes se ressemblent en style. On note une totale absence d'originalité, puisque la créativité fait défaut. Chaque formation musicale copie une autre. Je pense

qu'il y avait de meilleurs instrumentistes dans le passé avant l'ère de la musique digitalisée où la boîte à musique japonaise semble faire tout aujourd'hui. Je tiens à dire que le feeling humain exprime mieux le sentiment qu'une machine à musique programmée. Un batteur vaut son pesant d'or. Par exemple, un saxophoniste et un tromboniste rendent ce qu'ils ressentent. Ils laissent parler leur cœur. Mais la boîte à musique reste inanimée.

Je remarque que certains groupes essaient d'utiliser un batteur parallèlement au drum-machine. Ces musiciens paresseux doivent rendre gloire à Dieu puisque le public ne peut détecter les failles du point de vue syntaxes musicales. L'enfer n'est pas toujours pavé de mauvaises intentions. Si ces artistes se mettent à l'étude, ils pourront réaliser des merveilles et changer l'univers musical haïtien pour de bon, en produisant des disques de bonne facture. La vente des CDs

diminue de 95% puisque la qualité des produits et les chansons gravées sur les disques n'attirent plus les consommateurs. Les promo-

vue de corriger leurs faiblesses. Ils sont pour la plupart aveuglés par un vedettariat mal placé.

Qui sont responsables de la



teurs s'évadent pour ne pas risquer leur argent.

Les soirées dansantes deviennent fades et sans intérêts, non seulement à cause du coût exorbitant de l'admission, mais aussi à cause de la monotonie du répertoire des formations musicales, qui animent les soirées — *men m ti bagay la*. Les doubles affiches, voire les triples, n'aident pas le business. Je sais qu'il y a des groupes qui s'appuient sur d'autres dont la popularité est déjà garantie, ce pour s'assurer un bon accueil du public. Dans la plupart des cas, une telle stratégie n'aide en rien. Si un groupe musical ne peut pas animer une soirée tout seul, qu'il recommence à zéro afin de parvenir à corriger ses erreurs, ses faiblesses avant de faire face au public. S'il a toujours besoin d'un autre groupe pour le faire, c'est preuve qu'il ne se sent pas prêt pour relever le défi. Que le manager utilise une autre approche. Un manager peut causer l'échec d'un groupe de musiciens s'il néglige d'utiliser les bonnes techniques et théories que requiert le business de la musique. Même si le public n'est pas musicalement éduqué, mais il comprend le modus operandi des promoteurs et pour cela boude les affiches multiples. Il sait que le temps d'ajustement après chaque prestation d'un groupe à l'affiche prend une éternité. Souvent, les promoteurs ne s'équipent pas d'un personnel technique professionnel capable d'assurer le remplacement des équipements sonores, après la prestation d'un orchestre, dans un temps qui ne peut déranger le public. Dans bien des cas, le public perd au total une heure et demie en divertissement, si ce n'est plus, sans compter les intermèdes.

Les grands problèmes de l'heure

L'utilisation de l'ordinateur crée plus de musiciens médiocres qu'on ne pourrait l'imaginer. Chaque groupe affiche son ordinateur au bal. Au niveau de la sonorité, on ne peut les identifier à l'écoute. Les guitaristes utilisent la même formule d'exécution des solos puis ils se cachent derrière un paravent qu'ils qualifient de « *son lari a* ». Leur inspiration a tari. Un tel comportement à l'air d'être contagieux, puisque les guitaristes des nouveaux groupes les imitent et ils en sont fiers. Cette forme de musique les entraîne en enfer sans qu'ils ne s'en rendent compte. Et quand on pointe le problème du doigt, ces musiciens accusent tout le monde. Ils ne peuvent faire leur autocritique en

chute libre du marché musical haïtien? Je dirais les musiciens, les managers puis les promoteurs, les distributeurs et les consommateurs de musique haïtienne. Les musiciens attendent qu'on fasse tout pour eux. Si les groupes ne créent rien, de quoi veulent-ils qu'on parle. C'est l'un des facteurs de la dégénération de cette industrie. Les musiciens rendent tout le monde responsable de leurs déboires. Que font-ils alors de cette parole sacrée : « *Aide-toi et le ciel t'aidera* ». Nos musiciens nient complètement le côté business de cette activité. Le vedettariat leur monte à la tête. Chaque musicien haïtien se croit une superstar/une super étoile. Les managers, les producteurs et promoteurs ne sont pas non plus innocents. Nous n'avons pas des distributeurs de musique. Les maisons de production ne sont que de petites boutiques à moyens faibles.

La distribution des œuvres musicales de nos musiciens est très limitée. En l'absence d'un grand réseau de diffusion, le cross over ne sera jamais possible. Je ris souvent de ceux-là qui parlent de cross over parce qu'un groupe a visité un pays étranger dans le cadre d'un qui a duré entre un et deux jours. La distribution des produits se fait dans un champ très restreint. L'Haïtien aime la musique mais ne la consomme pas pour vraiment supporter les artistes-musiciens. Ils s'adonnent au bootleg domestique, c'est-à-dire ils reproduisent la copie qu'un ami, qui l'a préalablement copiée d'un autre cousin, d'un frère, ou d'un autre ami. C'est une réaction en chaîne que je baptise de « *effet domino du bootleg domestique* ». La piraterie constitue vraiment un handicap majeur au développement du marché musical haïtien.

Que font les musiciens haïtiens face au marché parallèle générateur de bootlegs/produits piratés / contre-façonnés? Rien, absolument rien. Mais ils se plaignent toujours. Pour éradiquer la piraterie, il faut que nos artistes mettent en place une association légale de musiciens et payent leurs taxes. Les per diem (les journaliers) /les giggers méritent un meilleur salaire. Les disquaires aussi se livrent à corps perdu au commerce illégal de la piraterie. Tant que d'autres structures ne sont pas mises en place, le marché musical haïtien ne pourra jamais sortir de sa léthargie. **A chacun son métier, les bœufs seront bien gardés.**

robertnoel22@yahoo.com

PLIS MINIT POU AYITI!

KOUNYEN A OU KA FE LAKAY

\$5 = 18 MINIT

\$10 = 36 MINIT

POU 27¢

CallDirek.com or 1-866-873-4735

CALLDIREK